

# Commune de **CRÉMEAUX**

## Département de La Loire



## ACTUALISATION DE L'ÉTUDE DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USÉES

**Notice explicative**

**Loire**  
LE DÉPARTEMENT

Janvier 2025

2021-19

C2EA

43 avenue de la Margeride

63 000 CLERMONT-FERRAND

Téléphone : 04 73 19 02 75

**C<sup>2</sup>EA**  
Coopérative  
d'Études  
en Eau  
et Assainissement



# SOMMAIRE

<b>1</b>	<b>OBJECTIF DE L'ETUDE</b>	<b>2</b>
<b>2</b>	<b>RECUEIL DE DONNÉES</b>	<b>3</b>
2.1	PRESENTATION DE LA COMMUNE	3
2.1.1	Géographie	3
2.1.2	Contexte démographique	3
2.1.3	Réseau hydrographique	4
2.1.4	Milieux sensibles	6
2.1.5	Urbanisme	9
2.2	ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF : SITUATION ACTUELLE SUR LA COMMUNE	10
2.2.1	Assainissement collectif	10
2.2.2	Assainissement non collectif (ANC)	11
2.3	PEDOLOGIE ET ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	13
2.4	DESCRIPTION DES FILIERES DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	13
2.5	SYNTHESE DES COUTS DES FILIERES DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	14
<b>3</b>	<b>REGLEMENTATION (LOI SUR L'EAU DU 03/01/92 MODIFIEE LE 30/12/06, CIRCULAIRE DE 1997, NORME AFNOR DU DTU 64.1 D'AOUT 2013 ET ARRETE DU 07 MARS 2012)</b>	<b>15</b>
3.1	LE CADRE REGLEMENTAIRE : UNE OBLIGATION GENERALE D'ASSAINISSEMENT	15
3.2	ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	15
3.3	ASSAINISSEMENT COLLECTIF	17
3.3.1	En ce qui concerne les branchements :	17
3.3.2	En ce qui concerne la collecte :	17
3.3.3	En ce qui concerne le traitement :	17
3.3.4	Documents de suivi	18
3.3.5	Elimination des boues résiduaires	18
<b>4</b>	<b>GESTION DES EAUX PLUVIALES URBAINES</b>	<b>19</b>
<b>5</b>	<b>SOLUTIONS RETENUES PAR LA COMMUNE DE CREMEAUX : ZONAGE D'ASSAINISSEMENT ET JUSTIFICATIONS DE CE NOUVEAU ZONAGE</b>	<b>20</b>
5.1	ASSAINISSEMENT COLLECTIF	20
5.2	ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	21
5.3	IMPACT ENVIRONNEMENTAL	22
<b>6</b>	<b>LES CHANGEMENTS PAR RAPPORT AU ZONAGE DE 2002</b>	<b>22</b>
6.1	ASSAINISSEMENT COLLECTIF	22
6.2	ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	22
<b>7</b>	<b>ANNEXES</b>	<b>22</b>
7.1	ANNEXE 1 : GLOSSAIRE	22
7.2	ANNEXE 2 : PLAN DES RESEAUX DU BOURG ET LOCALISATION DES DO	25
7.3	ANNEXE 3 : FILIERES CLASSIQUES DE TRAITEMENT D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	27
7.4	ANNEXE 4 : APTITUDE DES SOLS A L'ANC (EXTRAITS DE PLAN)	31
7.5	ANNEXE 5 : TABLEAU DE SYNTHESE DES CRITERES TECHNIQUES DES DIFFERENTES FILIERES	44
7.6	ANNEXE 6 : DONNEES MAGE SUR LA STATION D'EPURATION	45
7.6.1	Caractéristiques techniques	45
7.6.2	Données issues du rapport MAGE juin 2023	45
7.7	ANNEXE 7 : RPQS ASSAINISSEMENT COLLECTIF (RAPPORT SUR LE PRIX DE LA QUALITE DES SERVICES) 2023	47

Ce document présente la notice explicative du zonage d'assainissement conformément à l'article 35 de la Loi sur l'Eau du 3 janvier 1992, modifiée le 30/12/2006, et à l'article L.2224-10 du code général des collectivités territoriales. Celui-ci a pour objet de définir :

- « les zones d'assainissement collectif (actuelles ou programmées à terme) où la collectivité est tenue d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées » ;
- « les zones relevant de l'assainissement non collectif où la collectivité est tenue d'assurer le contrôle de ces installations et, si elle le décide, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif » ;

L'aspect pluvial n'est pas pris en compte dans ce document. Il est traité dans un document à part, mené en parallèle à cette étude.

Il est rappelé qu'en vertu de la circulaire du 17 février 1997, le classement d'une zone en zone d'assainissement collectif a simplement pour effet de déterminer le mode d'assainissement qui sera retenu **et ne peut avoir pour effet** :

- D'engager la collectivité sur un délai de réalisation des travaux d'assainissement (absence d'échéances)
- D'éviter au pétitionnaire de réaliser un assainissement non collectif conforme à la réglementation, dans le cas où la date de livraison des constructions est antérieure à la date de desserte de la parcelle par le réseau d'assainissement.

## 1 OBJECTIF DE L'ETUDE

Les objectifs de l'établissement du zonage d'assainissement des eaux usées sont, sur le plan technique :

- L'optimisation des choix d'assainissement au regard des différentes contraintes ;
- La revalorisation de l'assainissement non collectif en tant que technique épuratoire, alternative et intéressante sur le plan économique et environnemental ;
- L'identification des zones d'assainissement collectif ;
- La délimitation fine des périmètres d'agglomération au sens assainissement ;
- L'évaluation des flux raccordables sur les ouvrages collectifs ;
- La précision des zones d'intervention des services publics d'assainissement collectif et non collectif (lisibilité du service public).

En outre le zonage permet sur le plan stratégique :

- La cohérence des politiques communales en matière d'assainissement c'est à dire l'adéquation entre les besoins de développement et la capacité des équipements publics ;
- La limitation et la maîtrise des coûts de l'assainissement collectif.

**Rappel :** La commune a réalisé sa précédente étude de zonage d'assainissement en 2002.



## 2 RECUEIL DE DONNÉES

### 2.1 Présentation de la commune

#### 2.1.1 Géographie

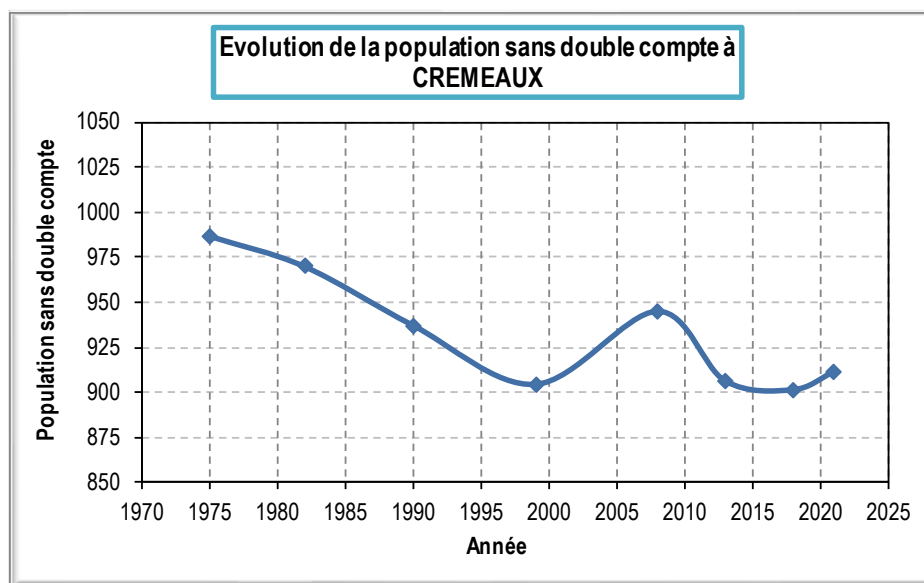
La commune de CREMEAUX est située au centre Ouest du département de La Loire, à 35 kilomètres de Balbigny. Elle fait partie de l'arrondissement de Roanne et de la Communauté de Communes du Pays d'Urfé (CCPU). CREMEAUX a une superficie de 33.32 km<sup>2</sup>. Sa densité de population était de 27 habitants/km<sup>2</sup> en 2021.



#### 2.1.2 Contexte démographique

Le tableau suivant récapitule l'évolution de la population sans double compte de la commune lors de 8 recensements (données INSEE). La population sans double compte ne prend qu'une seule fois en compte les personnes qui avaient des attaches dans 2 communes comme les étudiants par exemple.

Année	1975	1982	1990	1999	2008	2013	2018	2021
Population sans double compte	987	970	937	904	945	906	901	911



La population de CRÉMEAUX a diminué de 3.5 habitants/an entre 1975 et 1999, puis a connu un essor jusqu'en 2008 pour rediminuer et se stabiliser à un peu plus de 900 habitants depuis 2013.

Au recensement INSEE de 2021, on comptait 539 habitations dont 411 résidences principales, 56 résidences secondaires ou logements occasionnels et 72 logements vacants. Le ratio habitant/ménage est donc d'environ 2.21.

### 2.1.3 Réseau hydrographique

#### a) Inventaire :

L'ensemble de la commune fait partie du bassin versant de l'Aix. L'extrait de carte IGN page suivante donne une idée du réseau hydrographique communal.

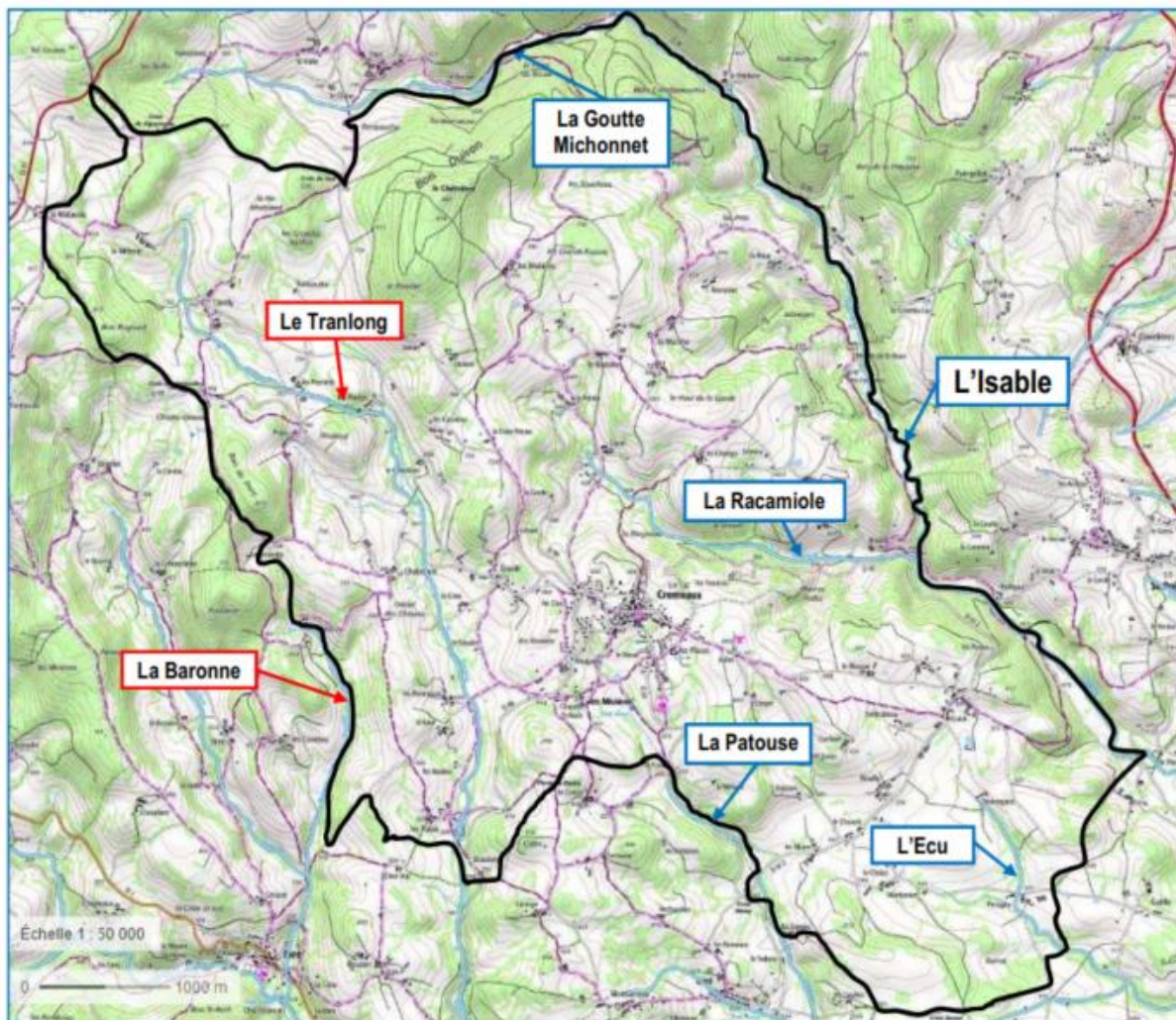
Il est composé de :

La rivière l'Isable (et ses affluents rive droite la Goutte Michonnet, la Racamiole et l'Ecu) : Elle prend sa source sur la commune de Chérier et se jette dans l'Aix, en amont de Pommier-en-Forez. Elle constitue la limite Est de la commune ;

Le ruisseau de la Patouse : il prend sa source au Sud du bourg, à l'aval de la station de traitement et se jette dans le ruisseau de l'Ecu en amont de la ZA des Grandes Terres (St Germain Laval), près de l'A89.

Le ruisseau du Tranlong : Il prend sa source sur la commune (au NO du bourg, entre Cozilly et La Mèlerie) et se jette dans l'Aix ;

Le ruisseau de la Baronne : Il prend sa source au Goutay sur la commune de Juré, constitue une partie de la limite Ouest de la commune et se jette dans la Thuillère, affluent de l'Aix ;



**b) Objectif de qualité :**

En application de la Directive Cadre Européenne (DCE) sur l'eau, les objectifs de qualité sont définis par masse d'eau. Le SDAGE Loire Bretagne 2022-2027, proposent les objectifs environnementaux suivants :

- ◆ « L'Aix et ses affluents depuis la source jusqu'à Pommiers », FRGR0175, est une masse d'eau dont l'objectif global est le **bon état 2021** »,
- ◆ « L'Aix depuis Pommiers jusqu'à la retenue de Villerest », FRGR0176, est une masse d'eau dont l'objectif global est le **bon état 2021** »,
- ◆ « L'Isable et ses affluents depuis sa source jusqu'à la confluence avec l'Aix », FRGR1671, est une masse d'eau dont l'objectif global est le **bon état 2027** ».

Notons également que l'Aix et l'Isable sont classés Réservoir Biologique dans le SDAGE Loire Bretagne : RESBIO\_151 et RESBIO\_155 pour l'Aix et RESBIO\_625 pour l'Isable.



### c) Qualité actuelle

Les données relatives à la qualité de l'eau sur le périmètre du SAGE Loire en Rhône Alpes sont disponibles sur le site <http://www.eptb-loire.fr/Cartographie/html/loire-rhone-alpes/sommaire.html>.

Une mise à jour des données eau a été réalisée de 2015 à 2017. Le tableau ci-dessous synthétise ces données :

Cours d'eau	Qualité globale	Paramètre déclassant
Aix Amont Pommiers	Bonne	/
Aix Aval Pommiers	Moyenne	
Isable	Médiocre	Biologiques (IPR)

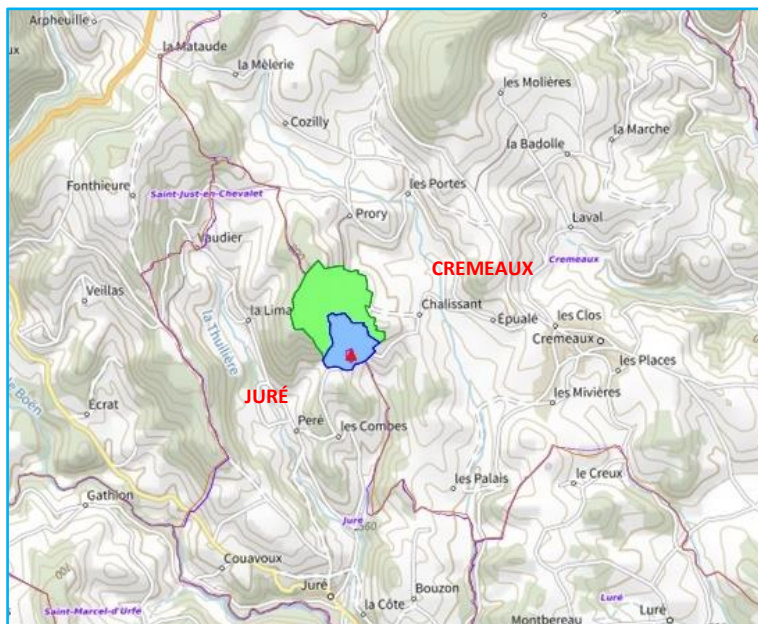
IPR : Indice Poisson Rivière

## 2.1.4 Milieux sensibles

### a) Captage AEP

Il n'existe pas de captage d'alimentation en eau potable sur la commune.

A noter toutefois l'existence sur la commune de Juré, en limite communale au Goutay, un projet de mise en service de 4 forages pour de l'eau conditionnée – F5, F6, F7 et F7bis STE NVLLES EAU France – DUP du 26/06/1998. Les périmètres de protection rapprochée et éloignée sont en partie situés sur la commune de Crémeaux.



Source : ARS Auvergne Rhône-Alpes – novembre 2024

### b) Zones humides

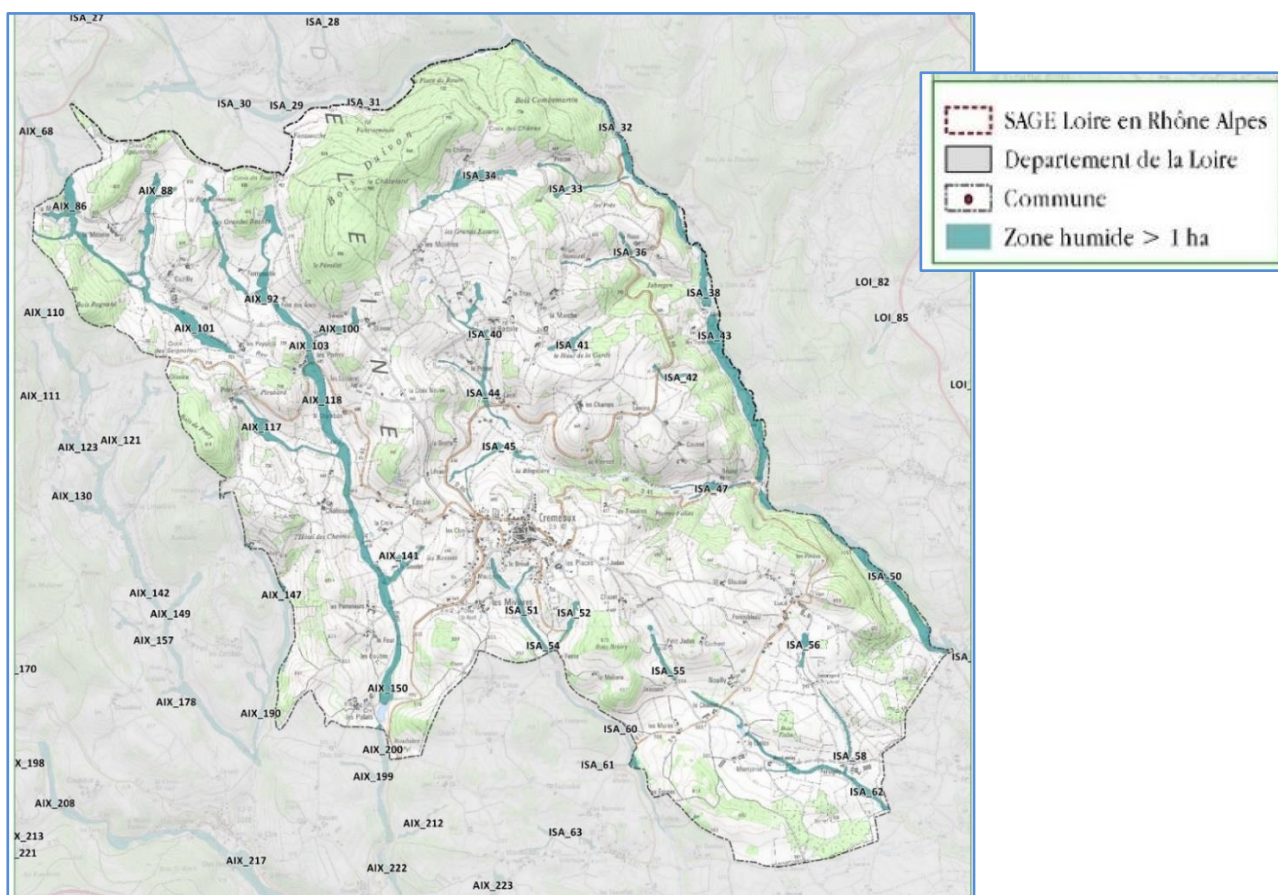
Le SAGE Loire en Rhône Alpes a été approuvé en 2014. Il a été mis en œuvre en 2016 avec un co-portage entre le Département de la Loire et EPLoire. Actuellement, le SAGE LRA entre en phase de révision avec le lancement

de l'étude Hydrologie Milieu Usage Climat (HMUC) et l'élaboration d'un Projet de Territoire pour la Gestion de l'Eau (PTGE).

Dans le SAGE 2014, 7 dispositions concernant les zones humides ont été déclinées :

- Disposition 1 : Inventorier les zones humides ;
- Disposition 2 : Identifier des Zones Humides d'Intérêt Environnemental Particulier (ZHIEP) et des Zones Stratégiques pour la Gestion de l'Eau (ZSGE) ;
- Disposition 3 : Intégrer les zones humides dans les documents d'urbanisme ;
- Disposition 4 : Préserver les zones humides ;
- Disposition 5 : Accompagner à la gestion des zones humides ;
- Disposition 6 : Restaurer les zones humides ;
- Disposition 7 : Informer et sensibiliser sur la préservation des zones humides.

La carte de la carte suivante présente l'inventaire des zones humides réalisé sur la commune de Crémeaux



### c) Zone inondable

Il n'existe pas de zone inondable sur le territoire communal selon la carte n°25 des zones inondables sur le territoire du SAGE Loire en Rhône-Alpes.



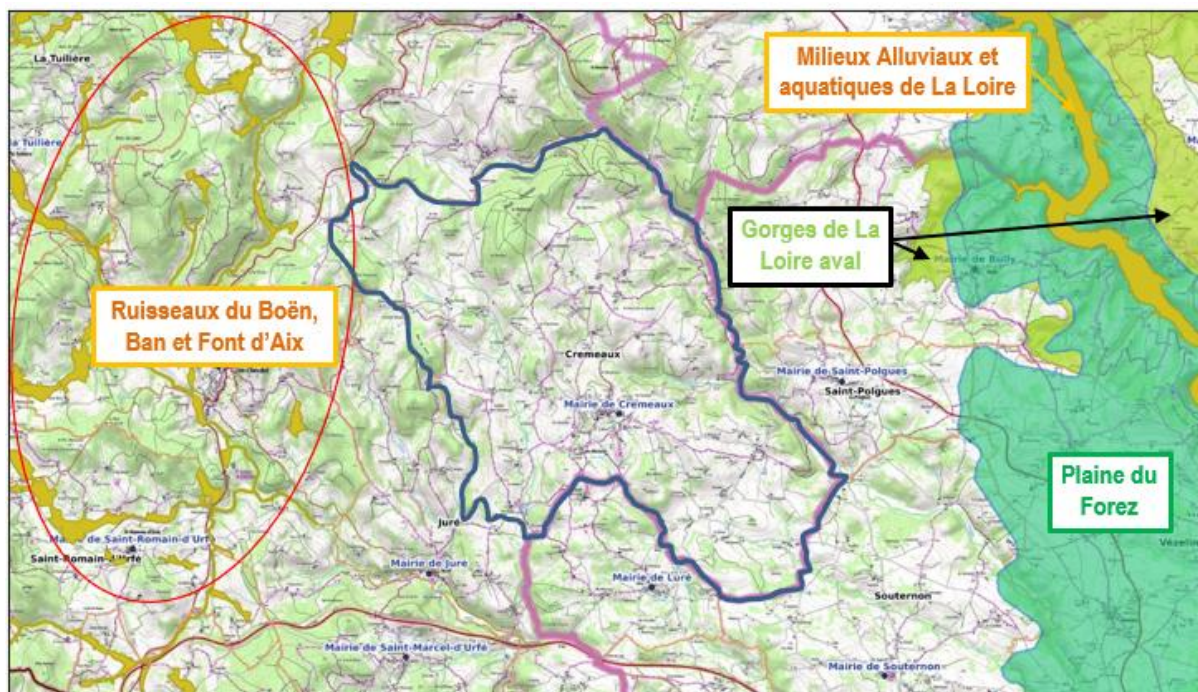
#### d) Zones protégées

La liste des zonages « nature » figure dans le tableau suivant (données extraites de l'Inventaire National du patrimoine Naturel (INPN)) :

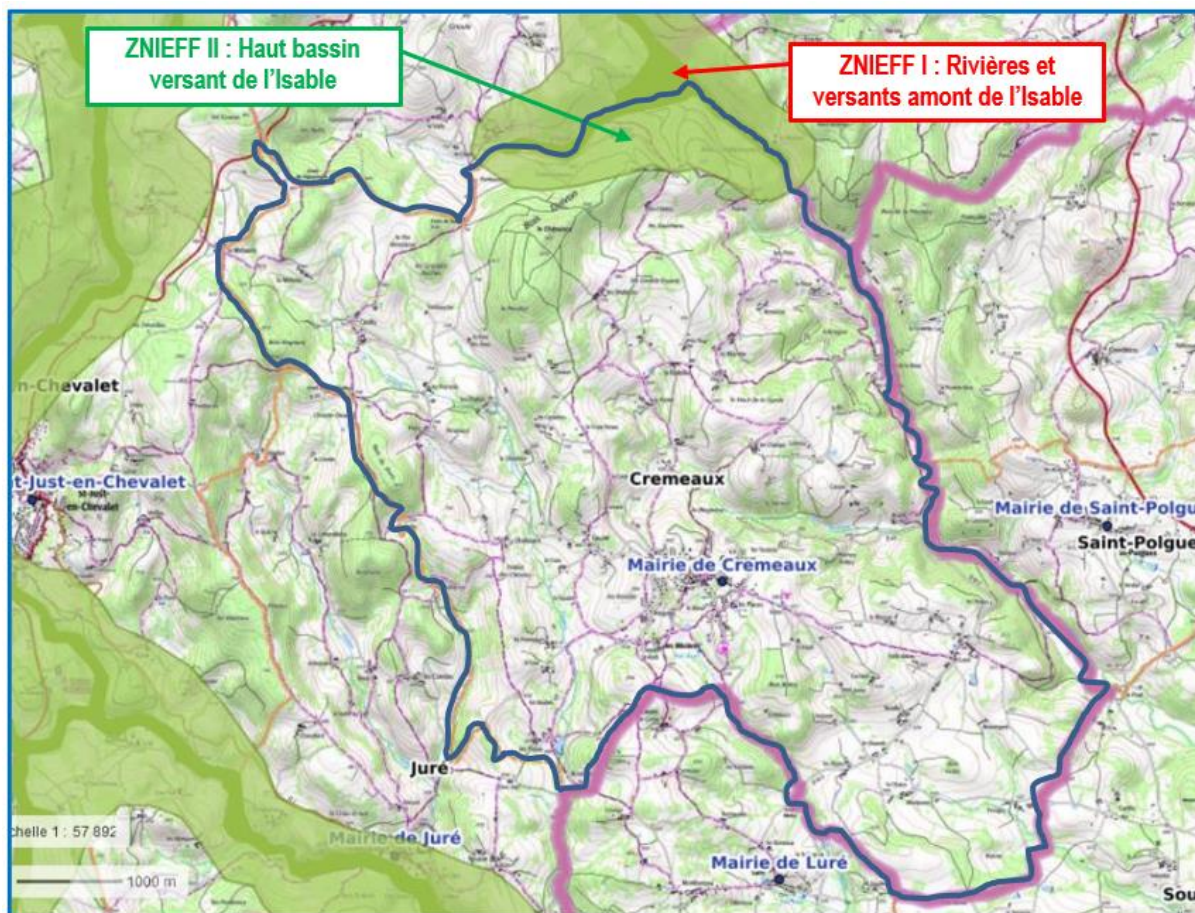
Type	Nom
<b>Z.N.I.E.F.F. de type 1</b>	Rivières et versants amont de l'Isable - code 820032430
<b>Z.N.I.E.F.F. de type 2</b>	Haut bassin versant de l'Isable - code 820032431
<b>Natura 2000</b>	<p><b>Non présentes sur la commune mais à proximité :</b></p> <p>Zones de Protection Spéciale : ZPS (directive oiseaux) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Gorges de La Loire aval – code FR8212026</li> <li>- Plaine du Forez – code FR8212024</li> </ul> <p>Zones Spéciales de Conservation : ZSC (directive habitats) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Ruisseaux de Boën, Ban et Font d'Aix – code FR8201768</li> <li>- Milieux alluviaux et aquatiques de la Loire – code FR8201765</li> </ul>

Ces zones peuvent être visualisées sur les extraits de cartes suivants.

#### Zones Natura 2000 :



ZNIEFF : Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique



### 2.1.5 Urbanisme

La commune a réalisé sa Carte Communale en 2003. La dernière modification date de Février 2006.

En termes de développement, la commune ne dispose plus que de 17 parcelles à lotir dont :

- 8 lots au projet de lotissement communal des Mivières,
- 1 parcelle route de Luré,
- Et 1 réserve foncière communale située au carrefour des Places à l'entrée du bourg, pouvant accueillir environ 8 lots (mais la commune ne souhaite pas vendre pour le moment).

Le SCOT Roannais a été approuvé en 2012, modifié en 2015 et révisé en 2017.

## 2.2 Assainissement collectif et non collectif : situation actuelle sur la commune

### 2.2.1 Assainissement collectif

#### a) Les réseaux sur la commune :

	Réseau EU	Réseau EP	Réseau UN	TOTAUX
Linéaire	4 380	3 925	4 750	13 055
Nb de regards	67	70	108	245
Déversoir d'orage	0	0	5	5
Nœuds de maillage			2	2

Ce linéaire n'inclue pas le réseau de trop plein de l'étang communal alimentant l'arrosage du terrain de sport, ainsi que les conduites de refoulement du poste de relevage privé de l'ESAT.

Il n'existe pas de poste de relevage sur les réseaux communaux.

La commune a réalisé son étude diagnostique assainissement de 2021 à 2024. Elle est en cours de finalisation (programme de travaux en cours). Des extraits de plan sont consultables en [annexe 2](#) de ce document.

#### b) Type de réseau par secteur

<b>Réseau unitaire</b>	Le Bourg Les Places Route des Portes	Pierre Bénite Chaffe Croix plus Haute
<b>Réseau séparatif</b>	La Croix Rouge Le Plany Jaffarin	Les Clos Les Mivières Maugary
<b>Réseau mixte</b>	Le Gourneuf	Route de la Madeleine

Certains secteurs comme la route de la Madeleine possèdent des réseaux mixtes, c'est-à-dire que l'on retrouve des tronçons de type unitaire et séparatif au même endroit.

#### c) Station de traitement

Le bourg est équipé d'un réseau d'assainissement mixte (séparatif et unitaire) et est raccordé à une station de traitement de type filtre planté de roseaux et est dimensionnée pour 800 EH (48 kg de DBO<sub>5</sub>/j et 170 m<sup>3</sup>/j). Elle a été mise en service en Novembre 2010. Son rejet se fait dans le ruisseau de La Patouse, affluent de l'Isable.

Les rendements épuratoires sont satisfaisants. Elle est en sous-charge organique mais régulièrement en surcharge hydraulique par temps de pluie. Le poste de relevage entrée station dysfonctionne régulièrement créant des déversements au milieu naturel.



## 2.2.2 Assainissement non collectif (ANC)

Tous les autres secteurs de la commune fonctionnent en assainissement non collectif, par exemple Les Portes, La Marche, Les Champs, et Cozilly, qui sont en zone constructible (voir paragraphe 5.1.2 pour la cartographie des zones constructibles).

Il existe environ **254 habitations en ANC** sur le territoire communal. Le Service Public d'Assainissement Non Collectif (S.P.A.N.C.), porté par la Communauté de Communes du Pays d'Urfé, a été délégué à la SAUR. En 2008, 231 visites avaient été réalisées. Nous n'avons pas la connaissance des pourcentages de conformité/non-conformité des installations. Les contrôles périodiques des installations est réalisé tous les 10 ans, mais est effectué au fil de l'eau : par exemple, en 2024, 13 visites ont été réalisées sur la commune et 10 installations étaient non conformes. Il est prévu 4 visites en 2025. Le RPQS de l'assainissement non collectif n'a pas été réalisé (pas de document existant). Nous n'avons pas l'information quant au résultat des conformités existantes.

**Il est important de noter que le traitement** des eaux usées d'origine domestique doit être complet et bien réalisé, **les fréquences de vidanges** doivent être respectées.

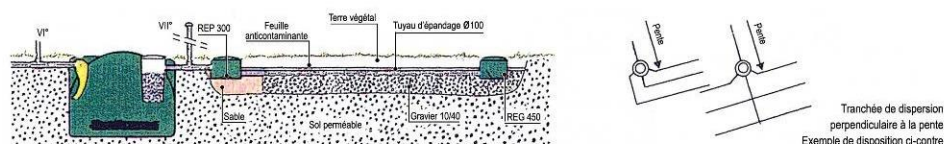
**La réalisation et l'entretien des dispositifs d'assainissements individuels sont ainsi les deux principaux facteurs de leur bon fonctionnement.**

### Assainissement non collectif

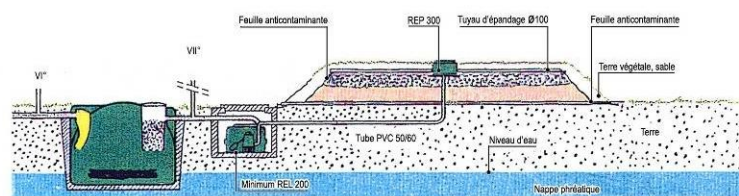
### Filières en fonction de la nature des sols

#### SOL PERMÉABLE

FILIÈRE DE BASE : ÉPANDAGE SOUTERRAIN À FAIBLE PROFONDEUR TRANCHÉES D'INFILTRATION

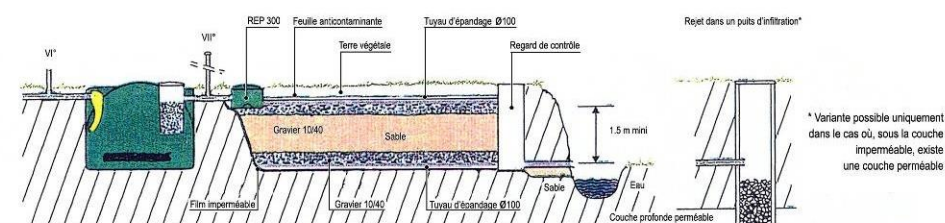


TERTRE D'INFILTRATION



#### SOL IMPERMÉABLE

FILTRE À SABLE VERTICAL DRAINÉ



\* Variante possible uniquement dans le cas où, sous la couche imperméable, existe une couche perméable

**Il est nécessaire de rappeler que :**

- Les fosses septiques recueillent uniquement les eaux des WC alors que les fosses toutes eaux récupèrent les eaux vannes et les eaux ménagères.
- Lorsque le terrain est inapte à absorber les eaux, la technique d'assainissement non collectif par filtration des eaux usées la plus adaptée est le filtre à sable.
- Le puits perdu n'est plus autorisé. En effet, il disperse dans le milieu souterrain des eaux usées, sans traitement, et constitue un risque important de pollution des nappes phréatiques.

## 2.3 Pédologie et assainissement non collectif

Un assainissement non collectif aux normes en filière classique se compose d'un prétraitement (fosse septique toutes eaux) suivi d'un traitement (épandage par tranchées d'infiltration).

Ce traitement est réalisé de manière différente selon la nature des sols. Il s'effectuera dans le terrain naturel ou sur sol reconstitué en fonction des contraintes suivantes :

- ◆ La **perméabilité** naturelle du sol,
- ◆ La présence d'**eau** souterraine à faible profondeur,
- ◆ La présence d'un **substratum** rocheux à faible profondeur,
- ◆ La valeur de la **pente**.

### ➤ Observations sur la commune

La commune dispose d'une carte d'aptitude des sols dans son rapport d'étude de zonage de 2002. Des extraits de plans sont présentés en [Annexe 4](#).

Toutes les prospections pédologiques réalisées montrent l'existence de sol dont l'aptitude est globalement défavorable à la mise en place de l'assainissement autonome par tranchées d'épandage dans le sol en place.

**Une étude de sol à la parcelle pourra être réalisée par les particuliers lors d'un projet de réhabilitation ou de construction afin de déterminer précisément la nature du sol à l'emplacement prévu du système de traitement.** Cette étude à la parcelle n'est pas obligatoire, mais elle est toutefois fortement conseillée afin d'adapter au mieux le système d'assainissement aux conditions in situ. C'est de plus une pièce obligatoire pour présenter un dossier de demande de subvention.

Sur les secteurs insuffisamment perméables pour réaliser un épandage dans le sol, le sol reconstitué drainé à rejet superficiel est le mode d'assainissement le mieux indiqué.

Lorsque la nappe (la plupart du temps temporaire) est à protéger, l'installation d'un film imperméable est indispensable entre le filtre et le terrain naturel. Une surélévation du filtre est aussi possible (tertre d'infiltration).

Les nombreuses circulations d'eau dans la partie altérée de la roche peuvent être détournées de l'épandage en réalisant un drainage en ceinture autour du dispositif d'assainissement.

Lorsque la pente des terrains est trop forte (>10%), un aménagement de l'épandage en terrasse est nécessaire.

Lorsque la roche est à une faible profondeur une surélévation du filtre doit être réalisée.

## 2.4 Description des filières de l'assainissement non collectif

Chaque assainissement non collectif doit être composé, en filière classique, d'un **pré traitement** des eaux usées (fosse toutes eaux ou fosse septique + bac dégraisseur), d'un **dispositif d'épuration** (ou de traitement) des effluents prétraités (épandage souterrain ou sol reconstitué ou micro station) et d'un **système de dispersion** des effluents épurés.

Parmi les filières classiques proposées, on trouve :

- Fosse toutes eaux + épandage par tranchées d'infiltration (filière prioritaire quand le terrain est normalement perméable)
- Fosse toutes eaux + filtre à sable vertical non drainé (couche superficielle insuffisamment perméable et couche profonde perméable permettant la dispersion des eaux usées)
- Fosse toutes eaux + filtre à sable vertical drainé (couche superficielle insuffisamment perméable et exutoire à 2 m en contre bas, l'autorisation d'un rejet est nécessaire)
- Fosse toutes eaux + filtre à sable horizontal (cas de faible dénivelé entre la sortie d'eaux et l'exutoire)
- Fosse toutes eaux + tertre filtrant (niveau de la nappe trop élevé, sol insuffisamment épais)
- ...

Le dimensionnement des dispositifs est précisé dans le chapitre suivant.

Les conditions pour un **bon fonctionnement** sont :

- Le dispositif d'assainissement est adapté au sol (d'où l'étude de sol au préalable),
- La réalisation de ce dispositif est confiée à des entreprises expertes,
- Le dispositif fait l'objet d'un entretien régulier : L'arrêté du 7 Mars 2012 mentionne « une périodicité de vidange de la fosse toutes eaux ou du dispositif à vidanger [...] adaptée en fonction de la hauteur de boues, qui ne doit pas dépasser 50 % du volume utile ».

Ce dernier point impose l'élimination des matières de vidanges dans des conditions techniques et réglementaires conformes et donc l'existence d'un lieu où les matières de vidange sont transportées en vue de leur traitement (dépotage sur une station d'épuration adaptée pour ce type d'opération).

Les bacs dégraisseurs, quant à eux, doivent être inspectés tous les 4 mois, et vidangés si nécessaire (DTU 64.1 d'Août 2013 – Annexe A).

- Le dispositif doit être correctement dimensionné,
- **Les eaux pluviales ne doivent pas être connectées à l'ensemble du dispositif d'assainissement des eaux usées.**

## 2.5 Synthèse des coûts des filières de l'assainissement non collectif

Filières	Coût
Filière classique : FTE + épandage dans le sol	≅ 7 000 à 8 000 €
Filière avec sol reconstitué (filtre à sable)	≅ 8 000 à 9 000 €
Filière alternative : FTE + Filtre compact	≅ 9 000 à 10 000 €
Filière alternative : Micro-station	≅ 10 000 à 12 000 €

Sont présentés en [Annexe 5](#) les critères techniques des différentes filières. Une étude à la parcelle est nécessaire pour confirmer les caractéristiques du sol en place et donc connaître les contraintes pédologiques.

### 3 REGLEMENTATION (LOI SUR L'EAU DU 03/01/92 MODIFIEE LE 30/12/06, CIRCULAIRE DE 1997, NORME AFNOR DU DTU 64.1 D'AOUT 2013 ET ARRETE DU 07 MARS 2012)

#### 3.1 Le cadre réglementaire : une obligation générale d'assainissement

Le Maire, responsable de l'approvisionnement en eau, comme de l'épuration des eaux usées, a des obligations qui s'inscrivent dans un contexte de rénovation complète du dispositif réglementaire de l'assainissement des communes.

La directive européenne du 21 Mai 1991, reprise en droit français par la Loi sur l'eau du 3 Janvier 1992 (modifiée le 30/12/06) codifiée dans le Code Générales des Collectivités Territoriales, prévoyait une obligation générale d'assainissement, sur l'ensemble du territoire avant le 31 décembre 2005.

Il est important de rappeler les faits suivants :

- dans une **filière de réseau collectif**, la collectivité prend totalement en charge les eaux usées au sortir de l'habitat. Les coûts d'entretien du réseau et d'exploitation de la station d'épuration sont répartis sur chaque habitant.
- dans la **filière non collective**, les immeubles ou habitations doivent être dotés d'un assainissement non collectif dont les installations seront maintenues en bon état de fonctionnement et **sous la responsabilité des propriétaires**. Ces systèmes d'assainissement doivent permettre la préservation de la qualité des eaux superficielles et souterraines. Il est possible dans le cas où l'Intercommunalité est maître d'ouvrage, d'instaurer aussi une redevance assainissement.

#### 3.2 Assainissement non collectif

■ **La loi sur l'eau de 1992 a été modifiée le 30 Décembre 2006**. Cette loi n°2006-1772 sur l'Eau et les Milieux Aquatiques, signale des dispositions, dont l'article L2224-8 du code général des collectivités territoriales :

"I. - Les communes sont compétentes en matière d'assainissement des eaux usées.

II. - Les communes assurent **le contrôle** des raccordements au réseau public de collecte, **la collecte, le transport et l'épuration des eaux usées**, ainsi que **l'élimination des boues produites**. "

"III. - Pour les immeubles non raccordés au réseau public de collecte, les communes assurent le contrôle des installations d'assainissement non collectif. Cette mission de contrôle est effectuée soit par une vérification de la conception et de l'exécution des installations réalisées ou réhabilitées depuis moins de huit ans, soit par un diagnostic de bon fonctionnement et d'entretien pour les autres installations, établissant, si nécessaire, une liste des travaux à effectuer.

Les communes déterminent la date à laquelle elles procèdent au contrôle des installations d'assainissement non collectif ; elles effectuent ce contrôle au plus tard le 31 décembre 2012, puis selon une périodicité qui ne peut pas excéder huit ans. "

■ **L'arrêté du 07 Septembre 2009**, définissant les modalités d'agrément des personnes réalisant les vidanges et prenant en charge le transport et l'élimination des matières extraites des installations non collectif,

■ **L'arrêté du 07 Mars 2012**, modifiant l'arrêté du 07 septembre 2009, et fixant les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectifs. Cet arrêté reprend globalement les dispositions de l'arrêté du 6 Mai 96 (abrogé) en favorisant le développement de nouveaux procédés de traitement non agréés à ce jour, notamment les microstations, les filtres à coco ou encore les filtres plantés. De plus, les rejets hydrauliques en milieu superficiel et les adaptations de certaines filières ne sont plus soumis à dérogation préfectoral.

■ **L'arrêté du 27 Avril 2012**, modifiant l'arrêté du 07 septembre 2009, relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif.

■ **La norme AFNOR d'Août 2013 (DTU 64.1)** de l'assainissement autonome indique :

➤ Pour la mise en place d'un **épandage** :

- \* avec des **rejets directs dans le sol** (lit d'épandage à faible profondeur) sur une surface minimale d'environ 200 m<sup>2</sup> pour une habitation comportant 3 chambres (soient 5 pièces principales),
- \* ou sur **sol reconstitué** sur une surface de 20 m<sup>2</sup> pour une habitation de 5 pièces principales avec des rejets superficiels,
- \* à une distance minimale de 35 m par rapport à un puits ou tout captage d'eau potable,
- \* à une distance d'environ 5 m par rapport à l'habitation,
- \* à une distance de 3 m par rapport à toute clôture de voisinage et de tout arbre.

➤ Pour le dimensionnement des **fosses** :

- L'utilisation d'une **fosse toutes eaux** d'un volume minimal de **3 000 litres pour les habitations abritant jusqu'à 5 pièces principales**, auquel il faut ajouter 1 000 litres par pièce principale supplémentaire.  
D'après l'arrêté du 6 mai 1996, pour les habitations ayant déjà une fosse septique, ces volumes sont à diviser par deux : 1 500 litres minimum jusqu'à 5 pièces principales, plus 500 litres par pièce supplémentaire. Dans ce cas, la fosse septique pourra être conservée si elle est couplée à un bac dégraisseur correctement dimensionné (200 litres pour recevoir les eaux de cuisine ou eaux de salle de bains seules, 500 litres pour recevoir toutes les eaux ménagères – d'après le DTU 64.1 d'Août 2013).

■ **L'Arrêté du 7 Mars 2012** fixant les prescriptions techniques applicables aux installations ANC de moins de 20 EH définit également :

➤ **Périodicité de vidange** de la fosse toutes eaux : celle-ci doit être adaptée en fonction de la hauteur de boues, qui ne doit pas dépasser 50 % du volume utile.

### **3.3 Assainissement collectif**

L'arrêté du 21 Juillet 2015 (modifié le 24 Août 2017 et le 31 juillet 2020) est relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5.

#### **3.3.1 En ce qui concerne les branchements :**

L'article 36 de la loi sur l'eau a renforcé les moyens d'intervention des communes et Intercommunalités à l'égard des usagers. Elles peuvent percevoir une somme équivalente à la redevance assainissement sur les particuliers raccordables et non raccordés, entre la mise en service de l'égout et leur raccordement effectif (L.1331-8 du code de la santé publique). Les agents communaux d'assainissement ont accès aux propriétés privées pour s'assurer de la réalisation des branchements (dans un délai de deux ans), le cas échéant pour les réaliser d'office et aux frais des particuliers (L.1331-11, 1331-1 et 1331-6 du code de la santé publique).

Dans le cas de branchements industriels ou artisanaux, le déversement d'effluents non domestiques au réseau d'assainissement public doit être précédé d'une autorisation explicite du gestionnaire (L.1331-10 du code de la santé publique). Cette autorisation doit préciser les conditions d'acceptation de l'effluent (quantité, variabilité et qualité), les conditions de participation financière de l'organisme raccordé et les conditions de surveillance.

#### **3.3.2 En ce qui concerne la collecte :**

Le réseau doit être conçu de manière à éviter les fuites d'effluents et les apports d'eaux claires parasites. Les déversoirs d'orage éventuels équipant le réseau ou situés en tête de station d'épuration ne doivent pas déverser par temps sec.

Par temps de pluie, des mesures doivent être prises pour limiter les rejets de pollution au milieu naturel. Celles-ci seront adaptées à la qualité requise par les usages des eaux réceptrices.

#### **3.3.3 En ce qui concerne le traitement :**

Les ouvrages de traitement relevant de l'assainissement inférieur à 120kg de DBO5 par jour doivent assurer « un traitement approprié permettant de respecter les objectifs de qualité du milieu récepteur ». Les objectifs de rejets sont estimés en fonction des concentrations en polluants acceptables par le cours d'eau à l'amont et à l'aval du rejet (circulaire du 12 mai 1995). Le niveau de traitement peut être ensuite défini selon de simples règles de dilution (circulaire du 17 février 97). Seuls les ouvrages de capacité inférieure à 12kg/j de DBO5 ne sont pas soumis à déclaration, mais un dossier de conception devra être remis au Service Police de l'Eau (arrêté du 21/07/2015).

La station doit être équipée d'un canal de mesure de débit. **L'auto-surveillance de la station** d'épuration devra être assurée 2 fois par an si le flux polluant reçu est supérieur à 60 kg/j de DBO5, 1 fois par an si le flux polluant reçu est inférieur à 60 kg/j de DBO5. Elle concerne les paramètres suivants : pH, débit, DBO5, DCO, MES sur un échantillon moyen journalier du rejet.



### 3.3.4 Documents de suivi

L'arrêté du 21 juillet 2015, modifié le 24 Août 2017 et le 31 juillet 2020, précise également que :

- **Une analyse des risques de défaillance** des nouvelles stations de traitement devra être transmise au service de la Police de l'Eau. Les stations > 120 Kg DBO5, en service au 1<sup>er</sup> juillet 2015, auront jusqu'au 31 décembre 2017 pour transmettre cette analyse des risques,
- **Le rejet des eaux usées traitées pourra se faire par infiltration** si une étude hydrogéologique est fournie démontrant les capacités du sol en place à l'infiltration,
- **Un diagnostic du système d'assainissement** doit être réalisé au minimum tous les 10 ans pour les agglomérations d'assainissement générant une charge brute de pollution organique inférieure à 600 Kg DBO5,
- Les DO recevant un flux polluant supérieur à 120 kg/j de DBO5 devront être équipés d'une autosurveillance (temps de déverse et estimation des débits déversés). Les DO recevant un flux polluant supérieur à 600 kg/j de DBO5 et s'ils déversent plus de 10 jours/an, devront être équipés d'une autosurveillance : enregistrer les débits déversés et estimer la charge polluante (DBO5, DCO, MES, NK et P),
- Un **manuel d'autosurveillance** des systèmes d'assainissement d'une capacité de traitement supérieure à 120 Kg de DBO5 ou des agglomérations de taille supérieure à 120 Kg de DBO5 devra être élaboré. Pour les unités de traitement moins importantes, seul **un cahier de vie** devra être tenu à jour par le maître d'ouvrage,
- **Un bilan annuel de fonctionnement** doit être réalisé tous les 2 ans pour les stations traitant entre 12 et 30 Kg de DBO5 et tous les ans pour les stations > 30 Kg de DBO5/j.

### 3.3.5 Elimination des boues résiduelles

Si l'eau épurée peut être rejetée au milieu naturel, les boues, déchets de l'épuration, concentrent les polluants et posent donc le problème de leur élimination. La réglementation oblige les collectivités locales à considérer le devenir des boues dès la mise en œuvre des projets d'épuration.

Quatre possibilités s'imposent comme débouché aux boues de station d'épuration :

- **la mise en décharge contrôlée** : Les Centres d'Enfouissement Technique (CET) appelés aussi Centre de Stockage des Déchets (CSD) peuvent accepter des boues d'une siccité >30 %, ce qui nécessite une déshydratation préalable.
- **le compostage** : fabrication d'un compost à partir d'un mélange de produits entrants (boues de STEP, déchets verts et co-produits riche en carbone).
- **l'incinération** qui est une solution très coûteuse et qui paraît irréalisable pour de petites collectivités locales.
- **la valorisation agricole**, qui paraît être la solution la mieux adaptée dans les communes rurales



## 4 GESTION DES EAUX PLUVIALES URBAINES

L'article L. 2224-10 du code général des collectivités territoriales relatif au zonage d'assainissement précise que les communes peuvent réaliser un zonage des eaux pluviales. C'est une phase essentielle dans l'élaboration d'une stratégie de gestion des eaux pluviales. Ce document permet d'intervenir au niveau des zones déjà desservies par un réseau collectif et des zones d'urbanisation future et agricoles. Il est motivé par la nécessité pour la commune d'assurer une meilleure maîtrise des débits d'eaux pluviales, d'écoulement et de ruissellement.

Ce document est réalisé en parallèle à ce document.

Les réseaux communaux sont équipés de 4 750 mètres de réseau unitaire et de 3 925 ml de réseaux d'eaux pluviales strictes. Le réseau unitaire du bourg est équipé de 5 Déversoirs d'Orage (DO) (Voir plan des réseaux en [annexe 3](#)). Ces ouvrages particuliers, situés sur des réseaux unitaires, permettent de délester les réseaux par temps de pluie. Ainsi, au-delà d'un volume collecté par le réseau (calibré par l'ouvrage), une partie est déversée au milieu naturel, protégeant ainsi le réseau aval et l'unité de traitement. Ces ouvrages ne doivent cependant pas déverser pour une pluie inférieure à une occurrence mensuelle.

## 5 SOLUTIONS RETENUES PAR LA COMMUNE DE CREMEAUX : ZONAGE D'ASSAINISSEMENT ET JUSTIFICATIONS DE CE NOUVEAU ZONAGE

Le plan ci-joint présente un projet de zonage. Il est établi sur fond de plan cadastral au 1/5 000è.

### 5.1 Assainissement collectif

Le bourg de Crémeaux est déjà en assainissement collectif. Des extensions sont possibles sur des secteurs prévus sur la Carte Communale.

Le zonage présenté à la parcelle a été tracé en fonction :

- des réseaux d'assainissement existants (données issues de l'étude d'actualisation du diagnostic assainissement en cours de finalisation – décembre 2024) et donc des parcelles desservies par un réseau d'assainissement (toutes les habitations actuellement raccordées à un réseau d'assainissement sont englobées dans le zonage d'assainissement collectif existant) ;
- du dernier document d'urbanisme : carte communal de 2003, qui doit être concordant avec la carte de zonage d'assainissement (une parcelle nue (sans habitation), située actuellement hors zone constructible, ne peut pas être intégrée dans le zonage d'assainissement futur, même si elle est desservie par un réseau d'assainissement) ;
- des informations et orientations données par la commune concernant le souhait de desservir ou non les zones constructibles non encore desservies par un réseau d'assainissement (des parcelles constructibles ne sont pas, de fait, intégrées dans le zonage d'assainissement collectif futur. En effet, si ces parcelles sont éloignées d'un réseau d'assainissement collectif ou non raccordables facilement, la collectivité est libre de faire le choix de ne pas intégrer ces parcelles dans le zonage collectif. Cela veut dire que ces parcelles, lorsqu'elles seront construites, resteront en assainissement non collectif).

Dans cette réflexion, ont été pris en compte également :

- Les données collectées sur le fonctionnement des systèmes d'assainissement collectif,
- La programmation de travaux envisagés par la collectivité sur son système d'assainissement.

Ainsi, les éléments pris en comptes sont les suivants :

#### Système d'assainissement actuel du bourg :

Peu de travaux ont été réalisés sur les réseaux d'assainissement de Crémeaux depuis la dernière étude diagnostique des réseaux d'assainissement de 2002 : mise en séparatif des réseaux de La Croix Rouge en 2005 et remplacement de la conduite de transfert en amont de la station de traitement en 2006/2007. Les réseaux unitaires sont donc vieillissants ( $\cong$  50 ans), quant au réseau d'eaux usées sur les secteurs des Clos et des Mivières, il fonctionne correctement.

La station de traitement existante a été remplacée en 2010 par un filtre planté de roseaux. Il est suivi par les services du Département (MAGE). Son fonctionnement actuel est satisfaisant. Elle est en sous-charge organique. Une problématique existe toutefois par temps de pluie, période à laquelle la station est en surcharge hydraulique.

⇒ Les quelques extensions de réseaux (ou développement urbain) projetées par la collectivité n'auront donc pas d'incidence sur le fonctionnement du traitement, si les eaux pluviales de ces secteurs ne sont pas raccordées à la station (réseau séparatif ou infiltration à la parcelle). **Le zonage d'assainissement tel qu'il est tracé est donc cohérent.**

**Eléments de la programmation des travaux issus de l'étude diagnostique assainissement finalisée en décembre 2024 :**

La commune a retenu la programmation suivante sur les 10 prochaines années :

Priorité	Délai de réalisation	Localisation et descriptif succinct des travaux
1	0 à 5 ans	Gestion du temps de pluie : traitement rejet DO entrée STEP Routes des Places : remplacement du réseau unitaire (TR1 et 3) Impasse des Pruniers : mise en séparatif des réseaux et déconnexion des eaux pluviales du réseau unitaire (TR2) Route de St-Polgues : mise en séparatif des réseaux (TR4) Jaffarin : interventions ponctuelles sur le réseau EU (TR12 et 15) Mise en conformité des branchements EP suite aux tests à la fumée Enquêtes chez les riverains pour identifier l'origine des arrivées d'eaux claires par des branchements (vues à l'ITV)
2	5 à 10 ans	Sous la Mairie : remplacement du réseau unitaire et déplacement sous voirie communale (TR5) Route du Forez : remplacement du réseau unitaire (TR6) Rue du Canal, Place du Peuple : Remplacement du réseau unitaire et pose d'un réseau EP pour déconnecter les eaux pluviales (TR8) Route des Monts de la Madeleine : mise en séparatif des réseaux (TR11) Antenne des Services Techniques : remplacement du réseau EU (TR19)

## **5.2 Assainissement non collectif**

Tous les autres secteurs ont été maintenus par les élus en zone d'assainissement non collectif.

En cas de manque de place autour de certaines habitations, des solutions locales devront être trouvées : achat de terrain, utilisation d'une parcelle voisine avec convention, regroupement d'habitations...

De plus, si l'aménagement paysager existant ne permet pas une disponibilité facile des terrains, il existe des techniques compactes d'épuration des eaux usées nécessitant peu de place (10 m<sup>2</sup>).

Dans chacun de ces secteurs, des investigations de sol à la parcelle pourront être menées utilement pour un choix optimal de la filière d'assainissement non collectif à réaliser.

### 5.3 Impact environnemental

Une procédure d'examen au cas par cas est menée par l'Autorité Environnementale.

Ce nouveau zonage n'aura pas d'impact environnemental (notamment sur les zones humides) puisque toutes les nouvelles zones d'assainissement collectif sont (pour l'existant) ou seront (pour le collectif futur) raccordées sur le système de traitement collectif, qui sera remis en état (voir programme de travaux étude diagnostique assainissement)..

Quant aux zones en assainissement non collectif, les visites du SPANC mettront en évidence les points noirs en assainissement non collectif afin que les propriétaires se mettent en conformité (et suppriment les rejets d'eaux usées au milieu naturel).

## 6 LES CHANGEMENTS PAR RAPPORT AU ZONAGE DE 2002

### 6.1 Assainissement collectif

Tous les secteurs retenus en assainissement collectif l'étaient déjà dans le précédent zonage. Les limites de la zone d'assainissement collectif de 2001 ont été réduites en fonction du tracé de la Carte Communale de 2003 afin que les 2 documents soient cohérents.

### 6.2 Assainissement non collectif

Pas de changement : aucun secteur classé en assainissement non collectif en 2002 n'a vu son classement changé en 2025.

## 7 ANNEXES

### 7.1 ANNEXE 1 : Glossaire

**ASSAINISSEMENT AUTONOME** : système d'assainissement comprenant la collecte de l'ensemble des eaux usées, le passage dans une fosse septique toutes eaux (prétraitement) puis dans un épandage sur sol en place ou reconstitué (traitement). L'assainissement

autonome peut être appliqué de manière individuelle ou être regroupé.

**Assainissement autonome individuel** : assainissement non collectif en domaine privé mis en place pour une seule habitation utilisant une fosse toutes eaux et les capacités

naturelles d'épuration du sol (épandage sur sol en place ou reconstitué).

**Assainissement autonome regroupé** : assainissement en commun de plusieurs habitations selon les techniques identiques à l'assainissement non collectif mais dimensionné en conséquence en fonction du nombre d'habitations et d'habitants (exemple : lit d'infiltration - percolation).

L'assainissement autonome regroupé mis en place en domaine public sera considéré comme de l'assainissement collectif alors que la mise en place en domaine privé sera considérée comme de l'assainissement non collectif.

**ASSAINISSEMENT COLLECTIF** : système d'assainissement comprenant un réseau d'assainissement collectif et une station d'épuration en domaine public.

**ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF** : système d'assainissement en domaine privé.

**BAC A GRAISSE OU BAC DEGRAISSEUR** : appareil destiné à la séparation des graisses par flottation situé avant la fosse toutes eaux pour les eaux ménagères.

**BOUES** : matières solides décantées qui se déposent au fond de la fosse toutes eaux.

**Eaux USEES DOMESTIQUES** : c'est l'ensemble des eaux usées, ménagères et eaux vannes.

**Eaux ménagères** : eaux provenant des salles de bains, cuisines, buanderies, lavabos, etc...

**Eaux vannes** : eaux provenant des WC.

**Eaux PLUVIALES** : eaux issues des toitures et des surfaces imperméables. Les eaux de pluie ne sont jamais admises ni dans la fosse septique, ni dans le système de traitement.

**EFFLUENTS** : désignent les eaux usées issues de l'habitation ou de la fosse septique toutes eaux.

**EPANDAGE** : système destiné à recevoir les eaux prétraitées issues de la fosse septique et permettre leur répartition, leur infiltration et leur épuration dans le sol en place ou reconstitué.

**EXUTOIRE SUPERFICIEL** : c'est un site naturel ou aménagé où sont rejetées les eaux traitées ; il s'agit donc de cours d'eau, fossé....

**FILIERE D'ASSAINISSEMENT** : dispositif assurant le traitement des eaux usées domestiques comprenant une fosse toutes eaux suivie d'un système de traitement, sur sol naturel ou reconstitué (épandage).

**FOSSE SEPTIQUE** : dispositif de prétraitement uniquement pour les eaux vannes.

**FOSSE SEPTIQUE TOUTES EAUX** : dispositif de prétraitement destiné à la collecte, la décantation et la liquéfaction partielle de l'ensemble des eaux usées domestiques (eaux vannes et ménagères), à l'exception des eaux pluviales.

**HYDROMORPHIE** : un terrain hydromorphe est gorgé d'eau, soit en permanence, soit à certaines périodes de l'année. Ce terrain est humide en hiver, le niveau du puits remonte jusqu'à moins de 1,50 m du sol.

**NAPPE PHREATIQUE** : nappe d'eau souterraine peu profonde et susceptible d'alimenter les sources ou les puits.

**PERMEABILITE** : c'est la capacité du sol à infiltrer les eaux.

**Coefficient de perméabilité k** : exprimé en mm/h, il traduit la plus ou moins grande capacité d'infiltration des eaux par le sol.

Le coefficient de perméabilité ne peut être évalué que par un test de percolation.

**PREFILTRE** : appareil destiné à prévenir le colmatage du dispositif de traitement par les matières en suspension.

Il peut être ou non intégré à la fosse septique toutes eaux.

#### **PRETRAITEMENT DE L'ASSAINISSEMENT**

**AUTONOME** : première transformation des eaux usées domestiques, assurée par la fosse septique toutes eaux, avant leur traitement.

**SOL SUPERFICIEL** : épaisseur de terre superficielle jusqu'à 1 m de profondeur.

**SOL** : épaisseur de terre entre le sol superficiel et le substratum.

**SUBSTRATUM** : couche rocheuse à profondeur variable (schiste, calcaire, granite,).

**TRAITEMENT DE L'ASSAINISSEMENT AUTONOME** : épuration des effluents, dans le sol en place ou reconstitué.

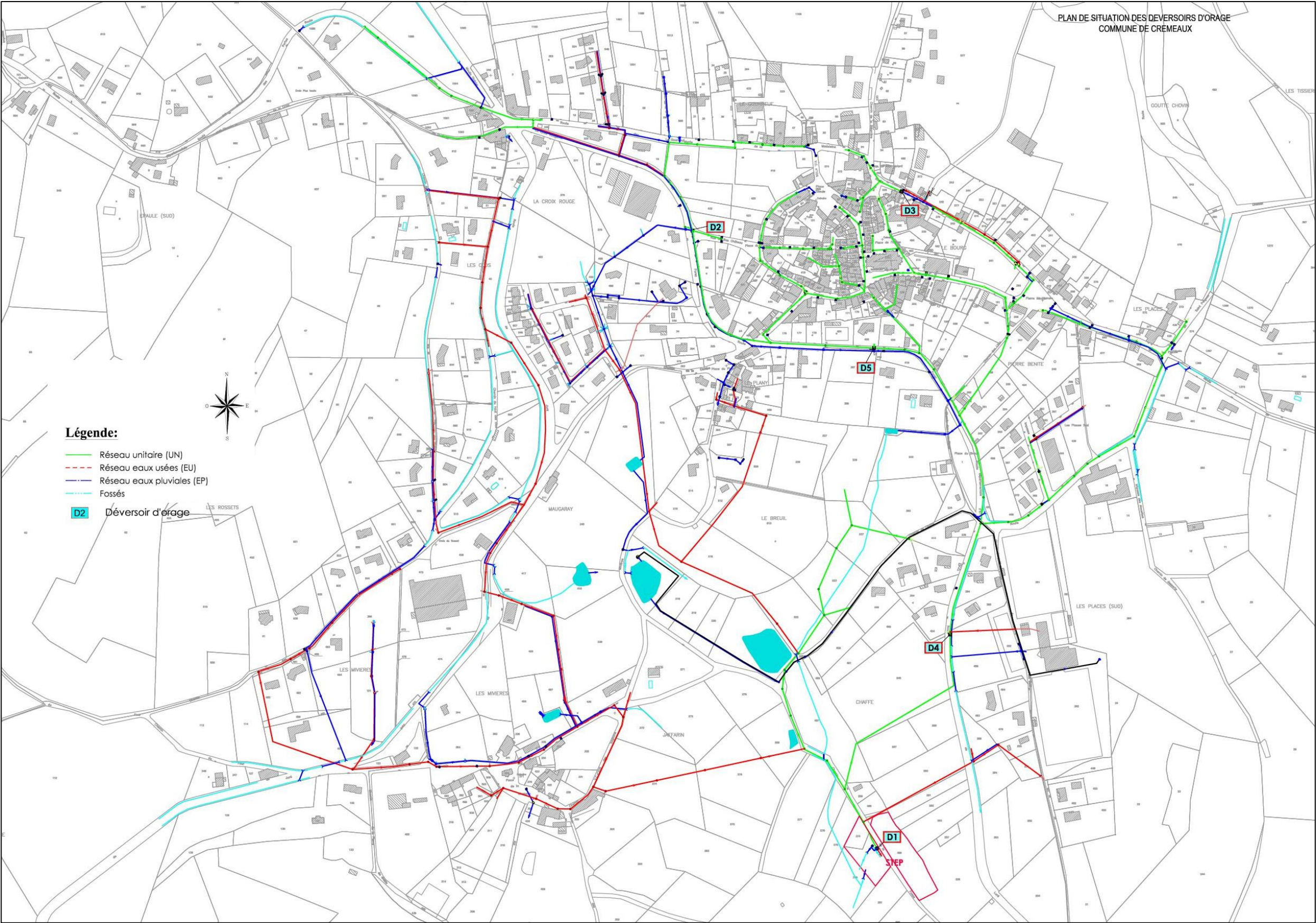
**TUYAU D'EPANDAGE** : tuyau rigide, percé de façon régulière d'orifices ou de fentes permettant le passage des eaux prétraitées dans le système de traitement.

**VENTILATION** : dispositif permettant le renouvellement de l'air à l'intérieur des ouvrages, afin d'évacuer les gaz de fermentation issus de la fosse toutes eaux. Une mauvaise ventilation peut entraîner une odeur désagréable.

**VIDANGE** : entretien périodique des dispositifs de prétraitement consistant à enlever les boues décantées ou les graisses



7.2 ANNEXE 2 : Plan des réseaux du bourg et localisation des DO







## 7.3 ANNEXE 3 : Filières classiques de traitement d'assainissement non collectif



# LES FILIÈRES DE TRAITEMENT

**Avertissement :** Ce chapitre n'est pas un descriptif technique des différentes filières autorisées. Il s'agit uniquement d'un inventaire succinct.

**IL EST FORTEMENT CONSEILLÉ DE CONFIER LE DIMENSIONNEMENT ET LA RÉALISATION DE L'OUVRAGE À DES PROFESSIONNELS.**

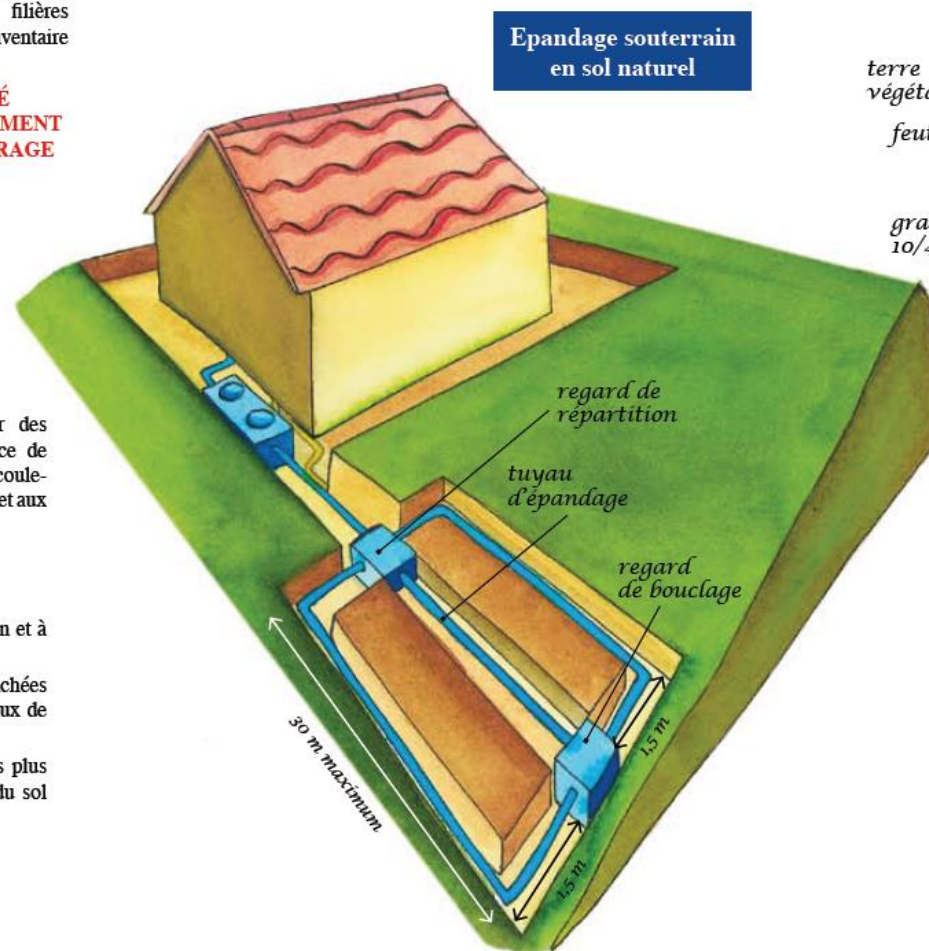
**Rappel :** Les traitements sont obligatoires et toujours placés après un prétraitement (fosse toutes eaux ou micro-station).

## Les filières non drainées :

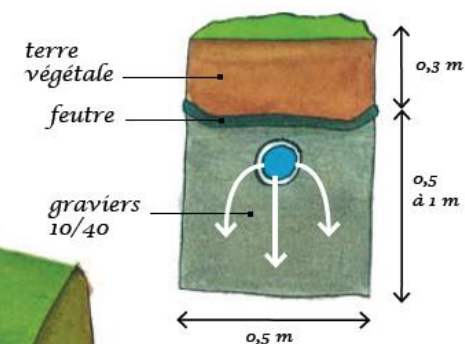
Ces filières sont à privilégier pour des raisons de salubrité publique (absence de rejet superficiel, on n'a donc pas d'écoulement insalubre accessible aux hommes et aux animaux).

### Tranchées d'infiltration à faible profondeur

- **Quand :** sol favorable à l'épuration et à la dispersion des effluents.
- **Comment :** réalisation de tranchées dans lesquelles sont disposés des tuyaux de répartition noyés dans du gravier. Cette filière s'installe dans les cas les plus favorables : surface, pente et nature du sol satisfaisantes.



Epandage souterrain en sol naturel



Coupe d'une tranchée

Tuyau d'épandage



Canalisations rigides  
ø 100 mm avec ouvertures  
ø 10 mm ou fentes de 5 mm  
minimum espacées  
tous les 10 à 15 cm





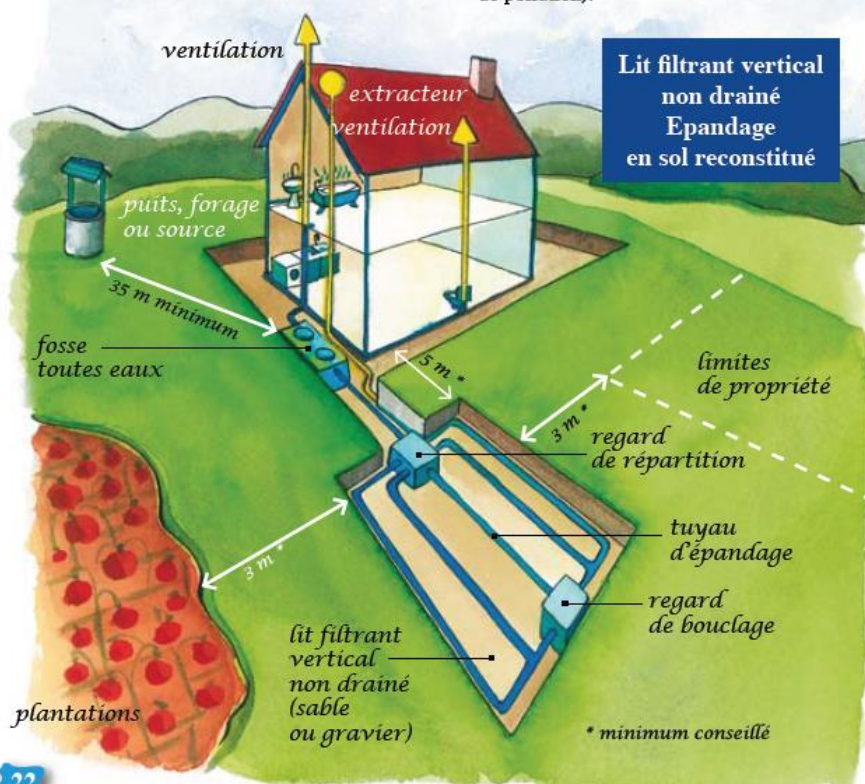
### Lit d'épandage à faible profondeur :

Il s'agit du même principe que les tranchées d'infiltration.

- **Quand** : dans le cas des terrains sableux.
- **Comment** : on réalise un lit de graviers sur lesquels les effluents sont épandus.

### Filtre à sable vertical non drainé :

- **Quand** : dans le cas d'un sol peu ou pas adapté (trop perméable).
- **Comment** : on substitue le sol par du sable lavé qui sert de système épurateur (support pour les micro-organismes consommateurs de pollution).



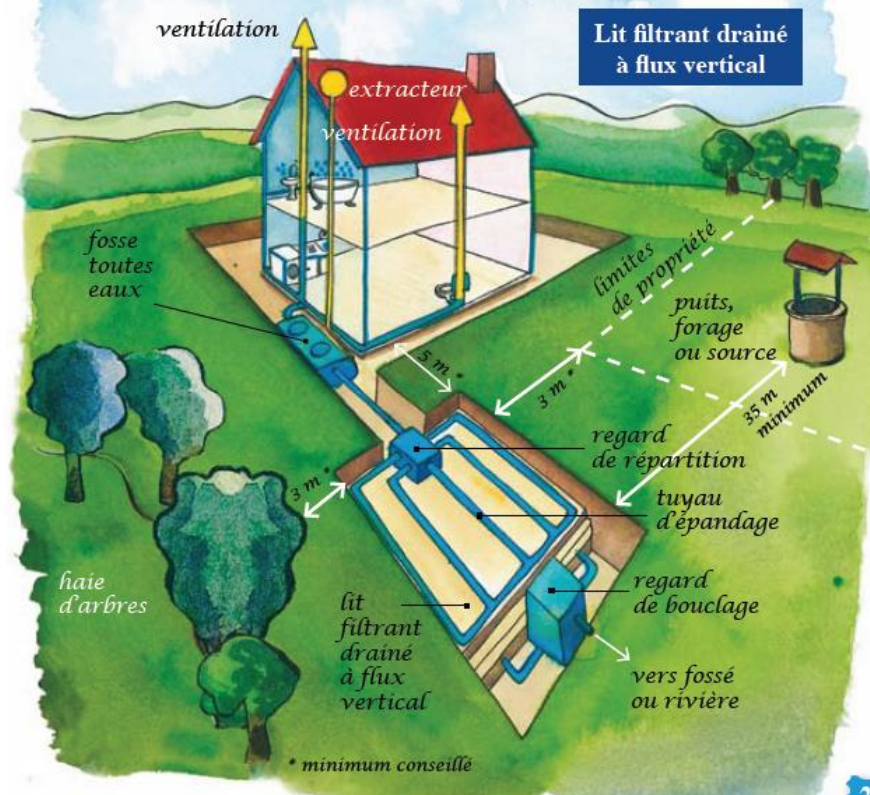
22

### Les filières drainées :

#### Filtre à sable vertical drainé

- **Quand** : dans le cas de sols imperméables, de nappe à protéger.

- **Comment** : le sable est utilisé comme système épurateur. Une fois traités, les effluents sont collectés en fond de filtre et évacués dans le réseau hydrographique superficiel.



23





### Filtre à sable horizontal drainé :

● **Quand** : dans le cas de sols rocheux à faible profondeur.

● **Comment** : l'eau transite horizontalement dans un sol reconstitué avec des matériaux de granulométrie différente. Les performances de ce filtre sont moins fiables que celles des autres systèmes. De plus, sa durée de vie est moins longue (environ 10 à 15 ans). Elle est fonction de l'occupation de la maison et de la qualité de la réalisation.

**Important :**  
Ce dispositif est autorisé par la réglementation. Cependant, il n'a pas été repris dans la norme XP P 106 603, compte tenu des difficultés de mise en œuvre et de la sensibilité des performances d'épuration aux variations hydrauliques.

### Tertre d'infiltration :

● **Quand** : dans le cas de zones inondables, en zone de nappe à faible profondeur et sur terrain rocheux.

● **Comment** : il s'agit d'un lit d'infiltration (filtre à sable vertical non drainé) réalisé au-dessus du terrain naturel.

### Filières compactes (à massif de zéolite) :

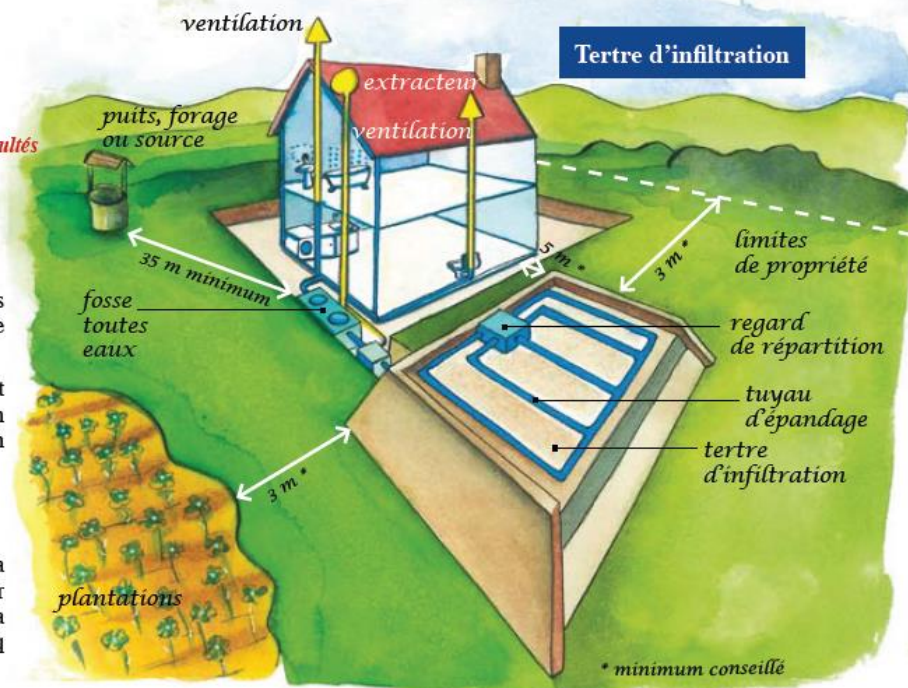
● **Quand** : en réhabilitation et quand la parcelle est trop petite pour accueillir une filière classique. Attention, la maison ne doit pas avoir plus de cinq pièces principales.

● **Comment** : il est nécessaire de s'équiper d'une fosse toutes eaux de 5 m³. Le lit d'infiltration est composé de zéolite chabazite contenue dans une coque étanche.

**Avertissement :**  
on trouve dans le commerce des filières dites « dérogatoires ». Elles ne sont pas autorisées par l'arrêté interministériel du 6 mai 1996. Par conséquent, les constructeurs précisent qu'il est nécessaire d'obtenir

une dérogation préfectorale pour avoir l'autorisation de les installer. Or, la préfecture n'accorde pas de dérogation pour de nouveaux ouvrages car très souvent ces ouvrages n'ont pas fait la preuve de leur efficacité.

Seul un arrêté interministériel peut autoriser la commercialisation de nouveaux procédés de traitement pour les maisons à usage d'habitation.



## Devenir des effluents traités

Les effluents traités sont généralement dispersés dans le sous-sol au niveau du lit d'infiltration.

Cette technique est la plus satisfaisante pour deux raisons :

- Elle permet d'utiliser au mieux la capacité auto-épuratrice du milieu.
- Elle évite tout rejet de surface potentiellement générateur d'un impact sanitaire.

Pour les terrains non adaptés à la dispersion des effluents, il est nécessaire de drainer les lits d'infiltration. L'effluent est alors dirigé vers un fossé ou une rivière.

**Rappel :**  
Le recours aux filières drainées doit rester exceptionnel. Il est impératif de le justifier par une étude de sol.

### Les puits d'infiltration :



C'est un mode de dispersion de l'effluent qui consiste à traverser une couche de terrain imperméable pour atteindre une couche perméable.

**Important :**  
Pour cela, il est nécessaire d'obtenir une dérogation préfectorale.

## 7.4 ANNEXE 4 : Aptitude des sols à l'ANC (extraits de plan)

(Données issues de l'Etude de zonage d'assainissement de 2002)

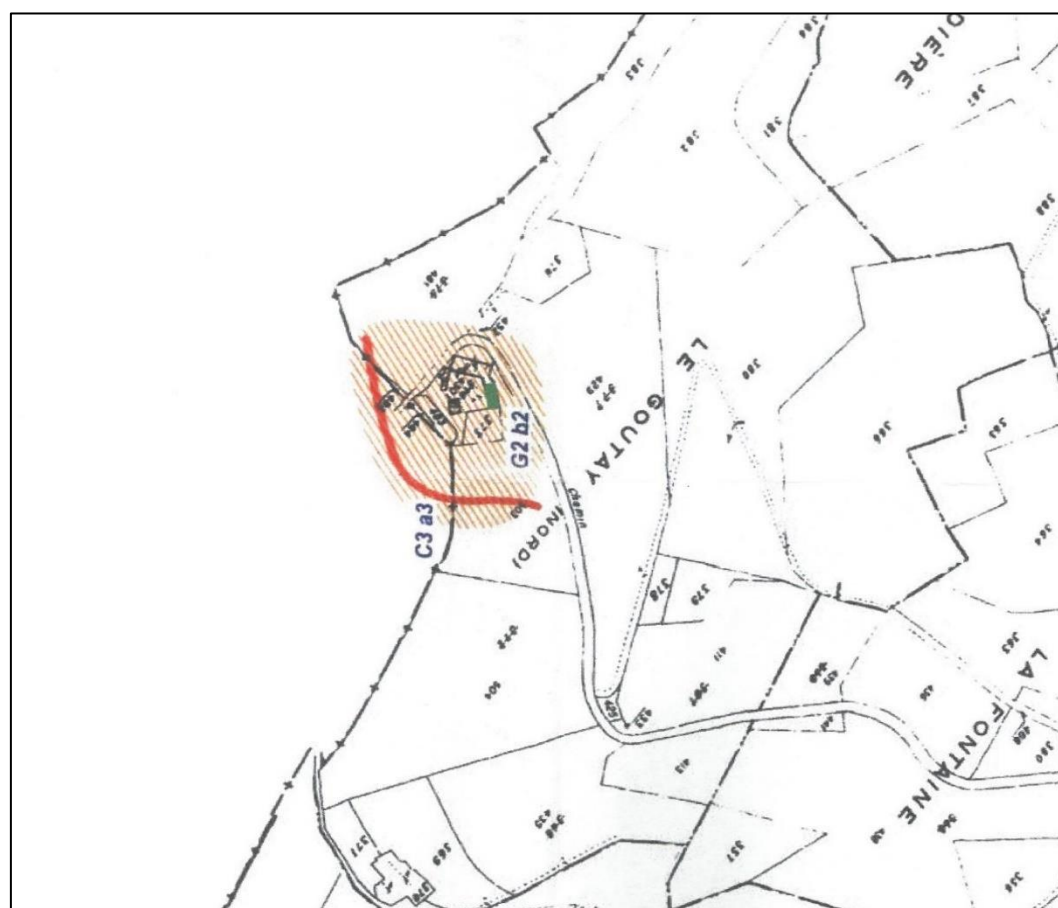
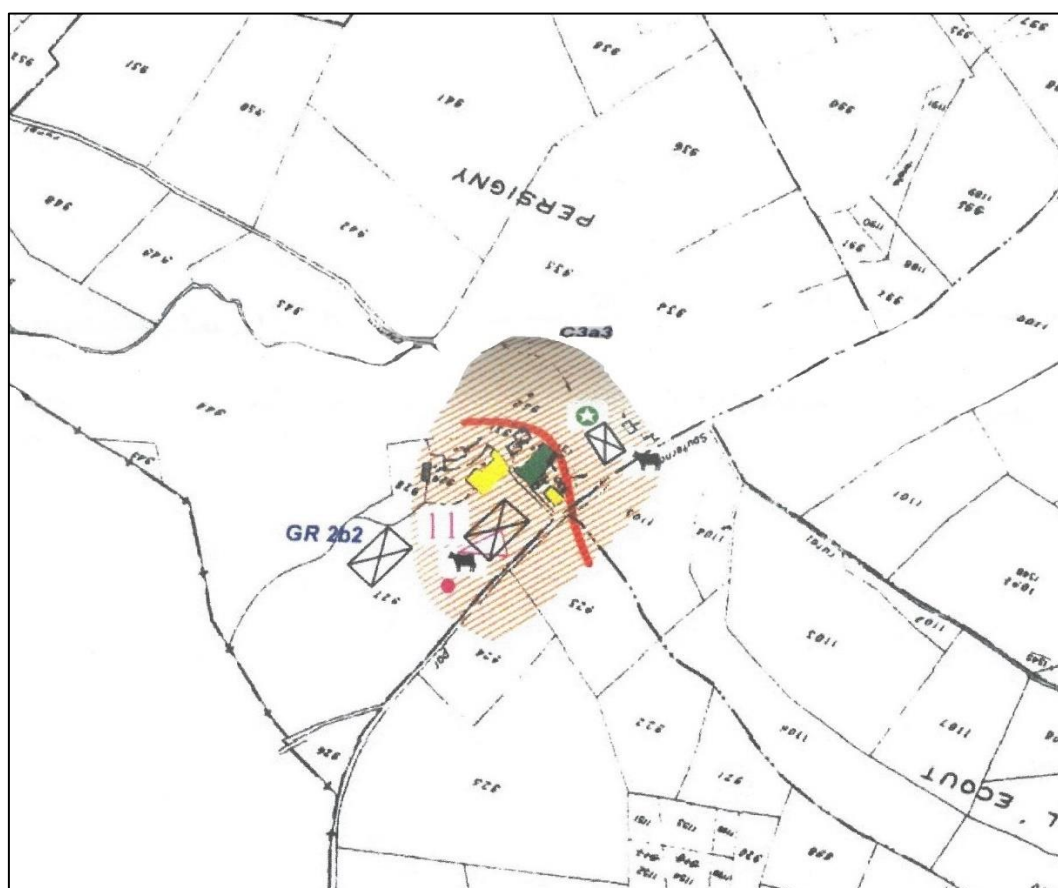
LEGENDE DE LA CARTE DES SOLS				
<b>SUBSTRATUM</b> <b>G</b> : Granite ou affleurement rocheux <b>A</b> : Alluvions des rivières et ruisseaux. <b>Gr</b> : Grès, affleurements rocheux <b>C</b> : Colluvions des fonds de vallons secondaires <b>T</b> : Tufs, laves ou affleurement rocheux		<b>HYDROMORPHIE</b> <b>0</b> : sol sain <b>1</b> : faible hydromorphie, peu intense au delà de 50 cm <b>2</b> : hydromorphie moyenne, se marquant à partir de 50 cm <b>3</b> : hydromorphie d'intensité moyenne dès la surface <b>4</b> : hydromorphie marquée dès la surface affectant plus de 50% de la matrice		
<b>PROFONDEUR D'APPARITION DU SUBSTRAT</b> <b>1</b> : entre 0 et 50 cm <b>2</b> : de 50 à 100 cm <b>2</b> : supérieur à 100 cm		<b>TYPE DE SOL</b> <b>a</b> : sol d'apport <b>b</b> : sol brun		
SUBSTRAT	PROFONDEUR	TYPE DE SOL	HYDROMORPHIE	
G	1	b	3	
Granite	Apparition entre 0 et 50 cm	Sol brun	Hydromorphie dès la surface	

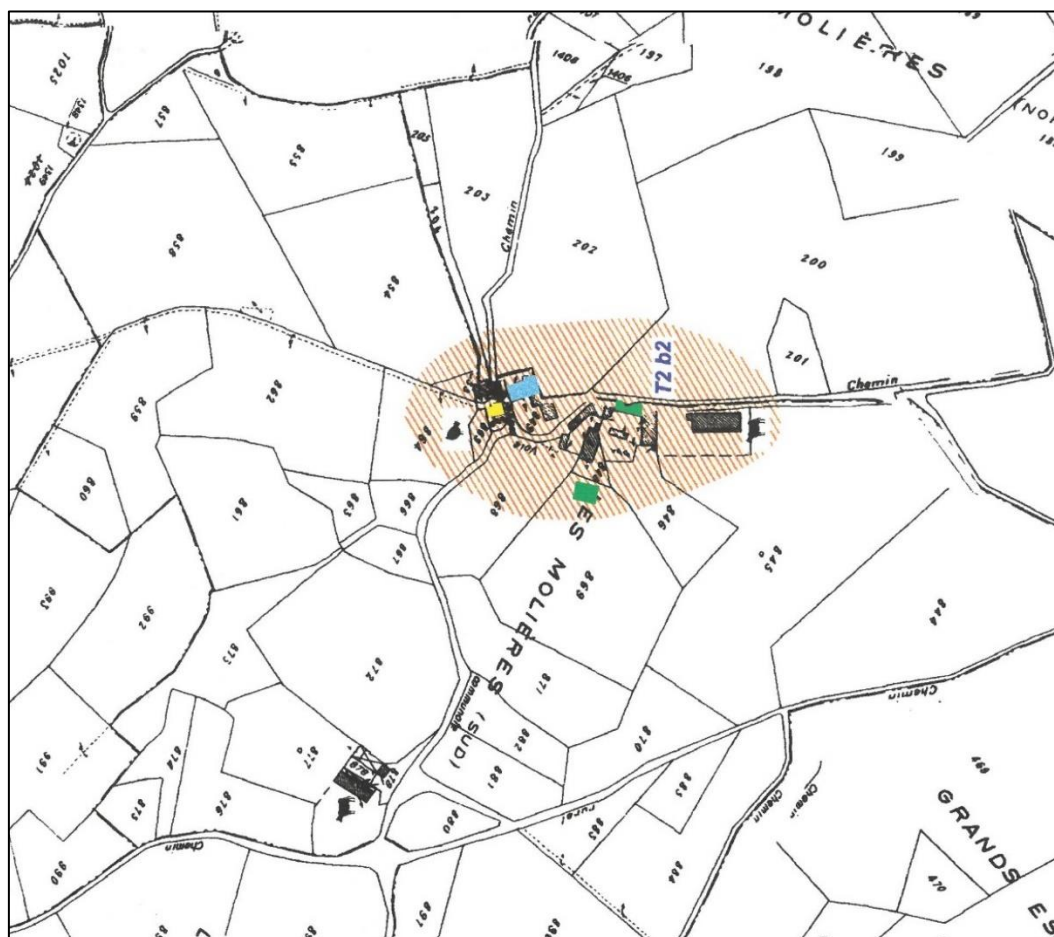
 Test de percolation  
 Sondage à la tarière

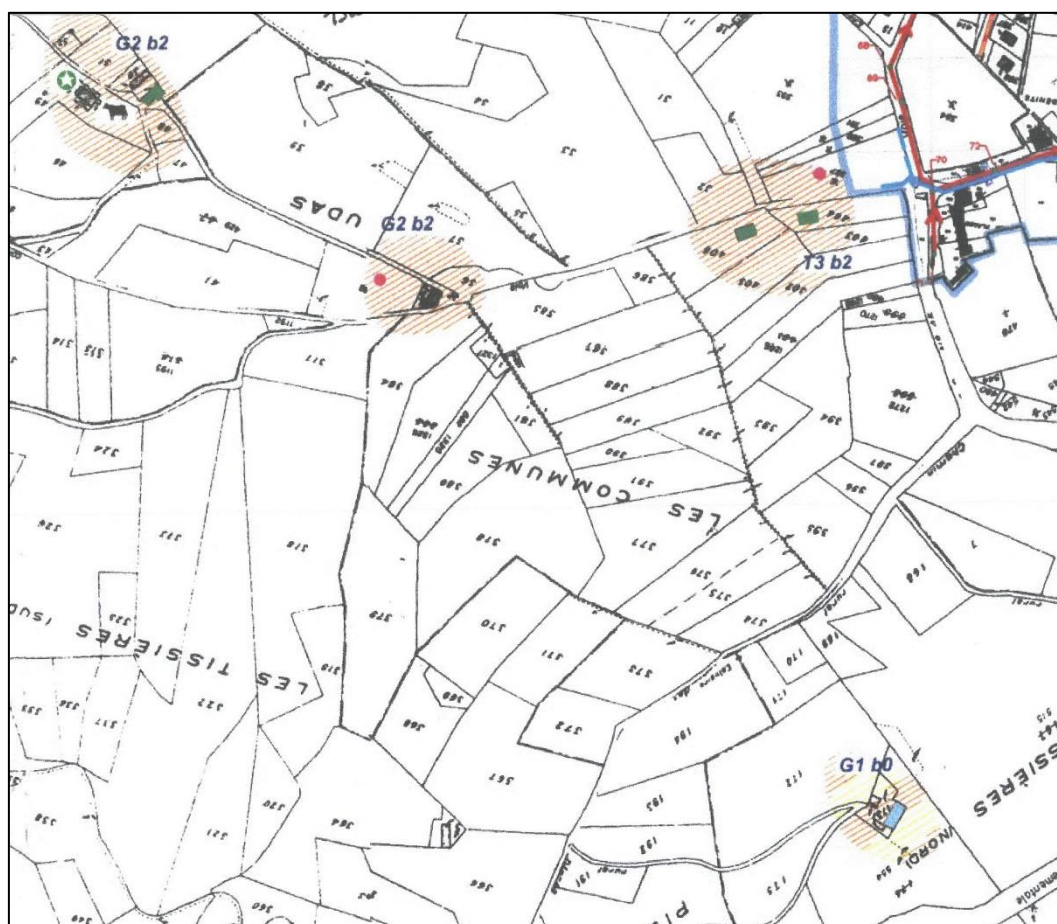
APTITUDE DES SOLS A L'ASSAINISSEMENT INDIVIDUEL				
CLASSE COULEUR	APTITUDE A L'ASSAINISSEMENT INDIVIDUEL	CONTRAINTES PRINCIPALES	DISPOSITIFS PRECONISES	
			EPURATION	DISPERSION
I	SITE SATISFAISANT	Néant	Tranchées d'épandage	Sol (in-situ)
I-II	SITE GLOBALEMENT SATISFAISANT	Profondeur du sol localement insuffisante	Filtres à sable drainés ou Tranchées d'épandage	Sol (in-situ)
II	SITE GLOBALEMENT SATISFAISANT	Profondeur du sol insuffisante	Filtres à sable non drainés	Sol (in-situ)
II-III	SITE GLOBALEMENT SATISFAISANT POUVANT PRESENTER DES CONTRAINTES IMPORTANTES POUR L'EPURATION ET LA DISPERSION	Profondeur insuffisante perméabilité localement réduite	Filtres à sable drainés ou non drainés (1)(2) (3)	Sol (in-situ) ou exutoire de surface
III	SITE PRESENTANT DES CONTRAINTES IMPORTANTES POUR L'EPURATION ET LA DISPERSION	Perméabilité réduite, nappe temporaire	Filtres à sable drainés (2)	Exutoire de surface
IV	SITE INAPTE PRESENTANT DES CONTRAINTES MAJEURES	Nappe permanente	Tertres d'infiltration	Nappe (in-situ)

(1) Compte tenu de l'hétérogénéité du terrain, seule une étude à la parcelle prenant en compte le contexte particulier de chaque habitation peut permettre de définir précisément la filière d'assainissement individuel à mettre en oeuvre.  
(2) La mise en oeuvre du filtre à sable drainé implique la nécessité de disposer d'un exutoire superficiel pour l'évacuation des effluents traités (ruisseau ...). En l'absence d'exutoire, des solutions spécifiques avec infiltration adaptées au contexte local peuvent être envisagées. Une étude à la parcelle est conseillée pour confirmer la faisabilité de telles solutions.  
(3) Les perméabilités mesurées dans les sols sont souvent favorable à l'infiltration des eaux. La filière du filtre à sable non drainé sera donc adaptée à la majorité des cas.

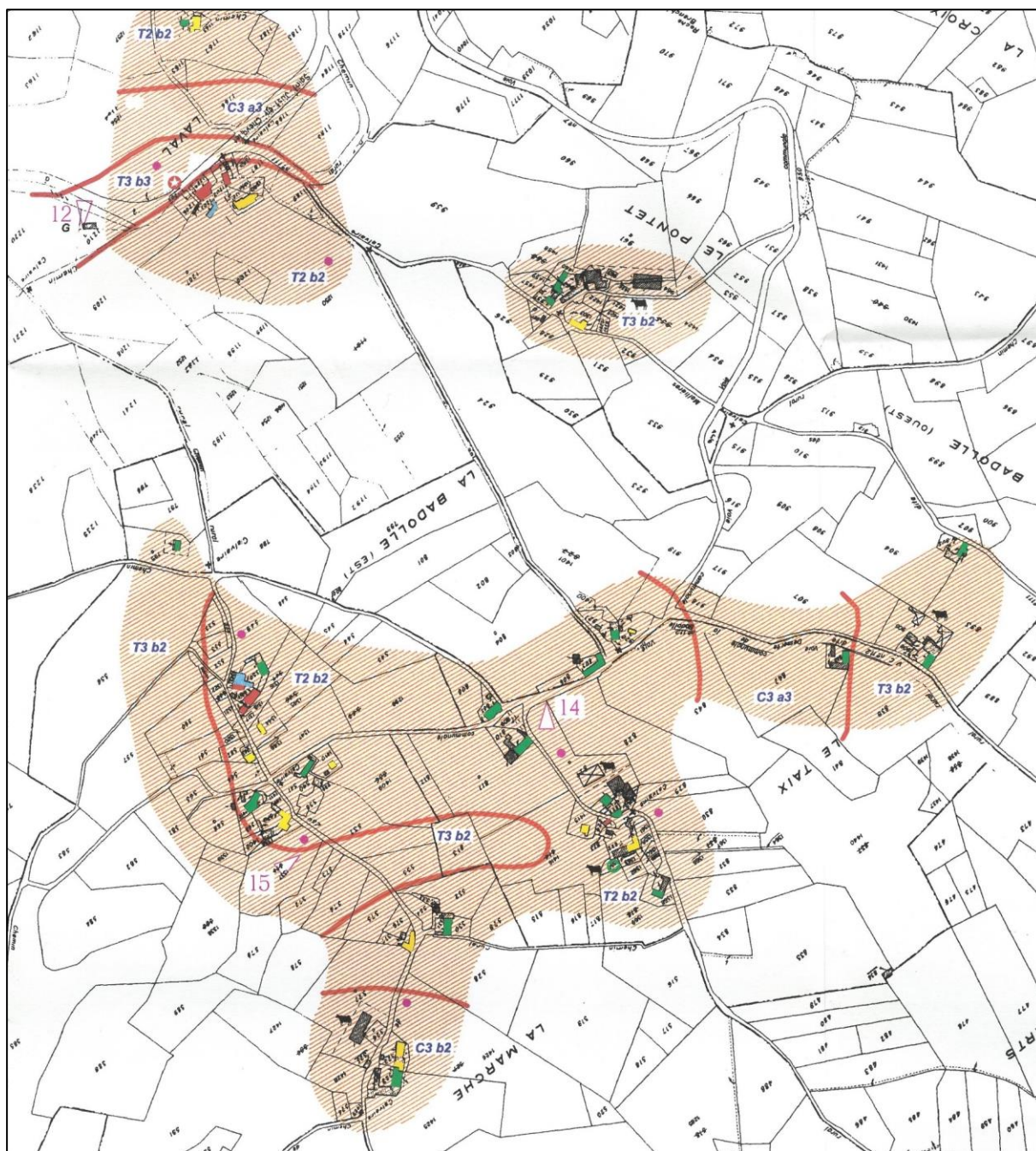


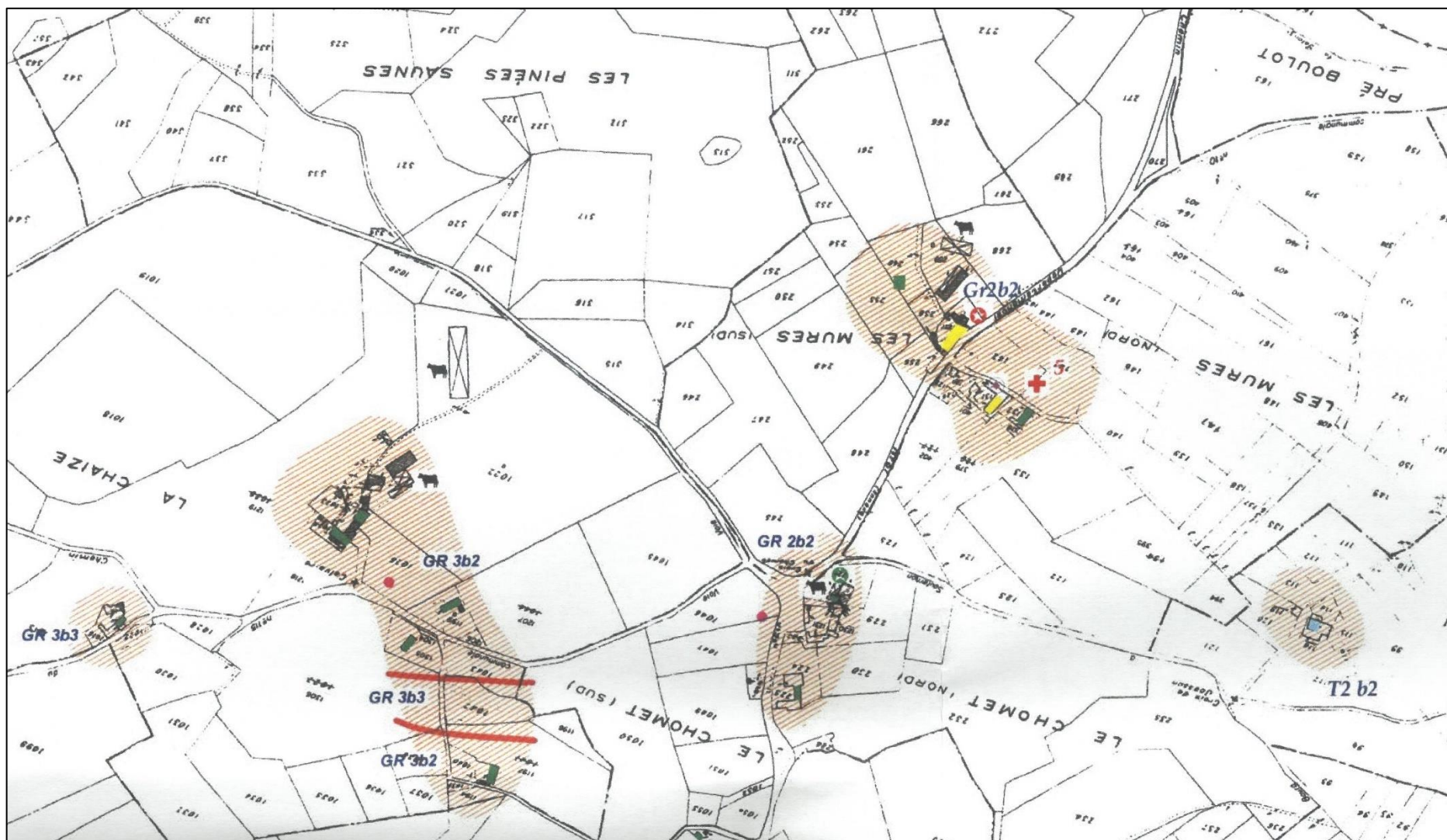




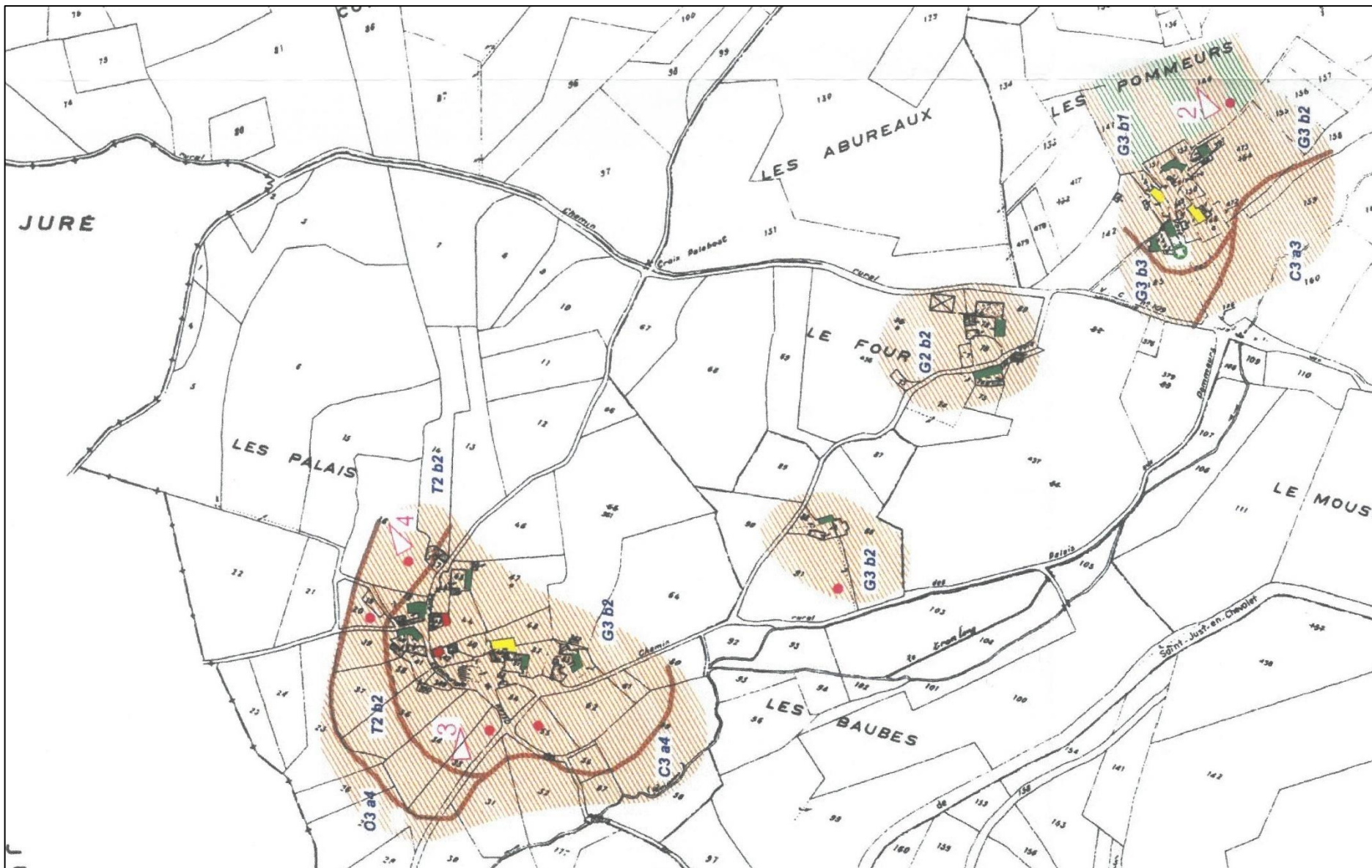




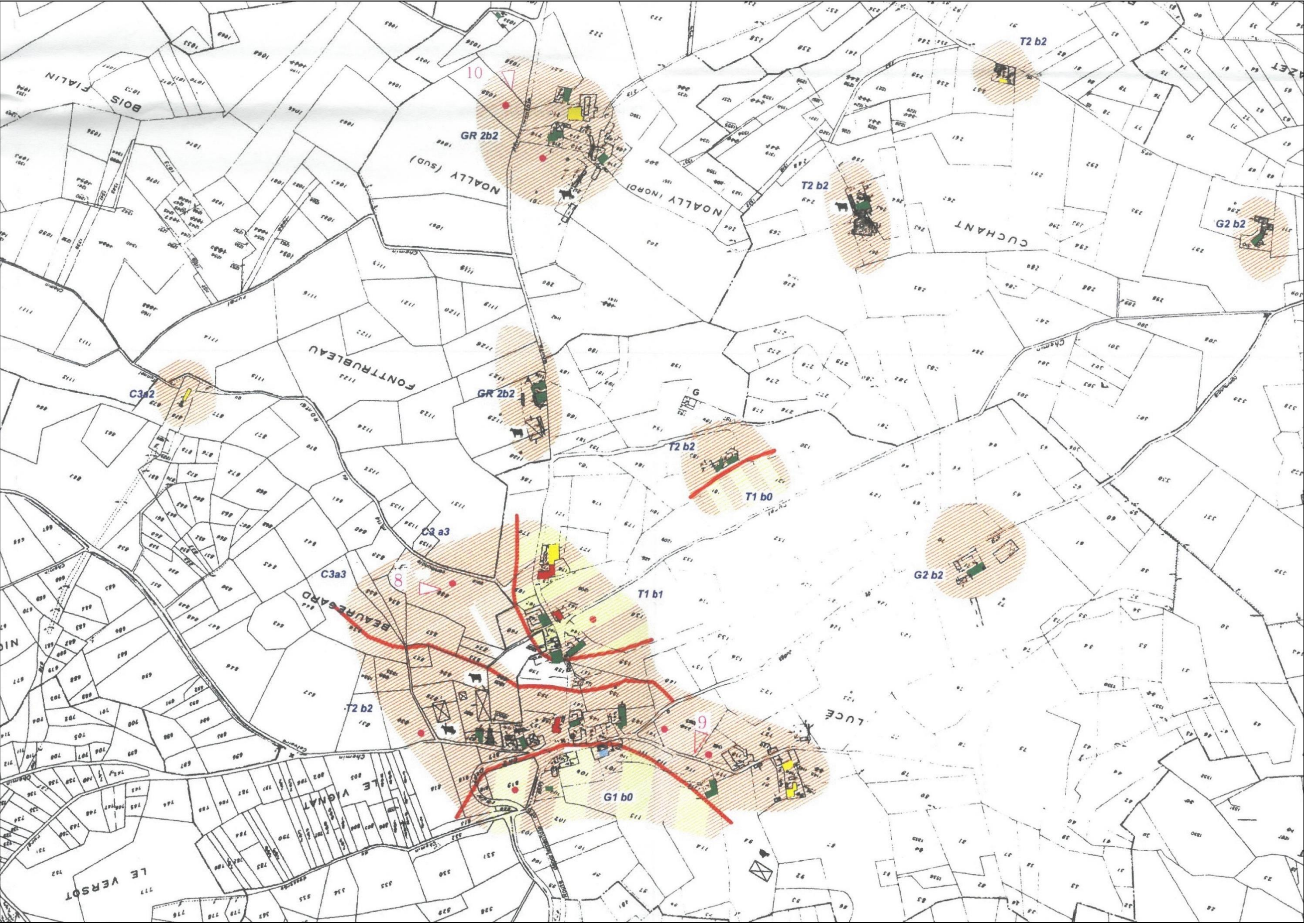








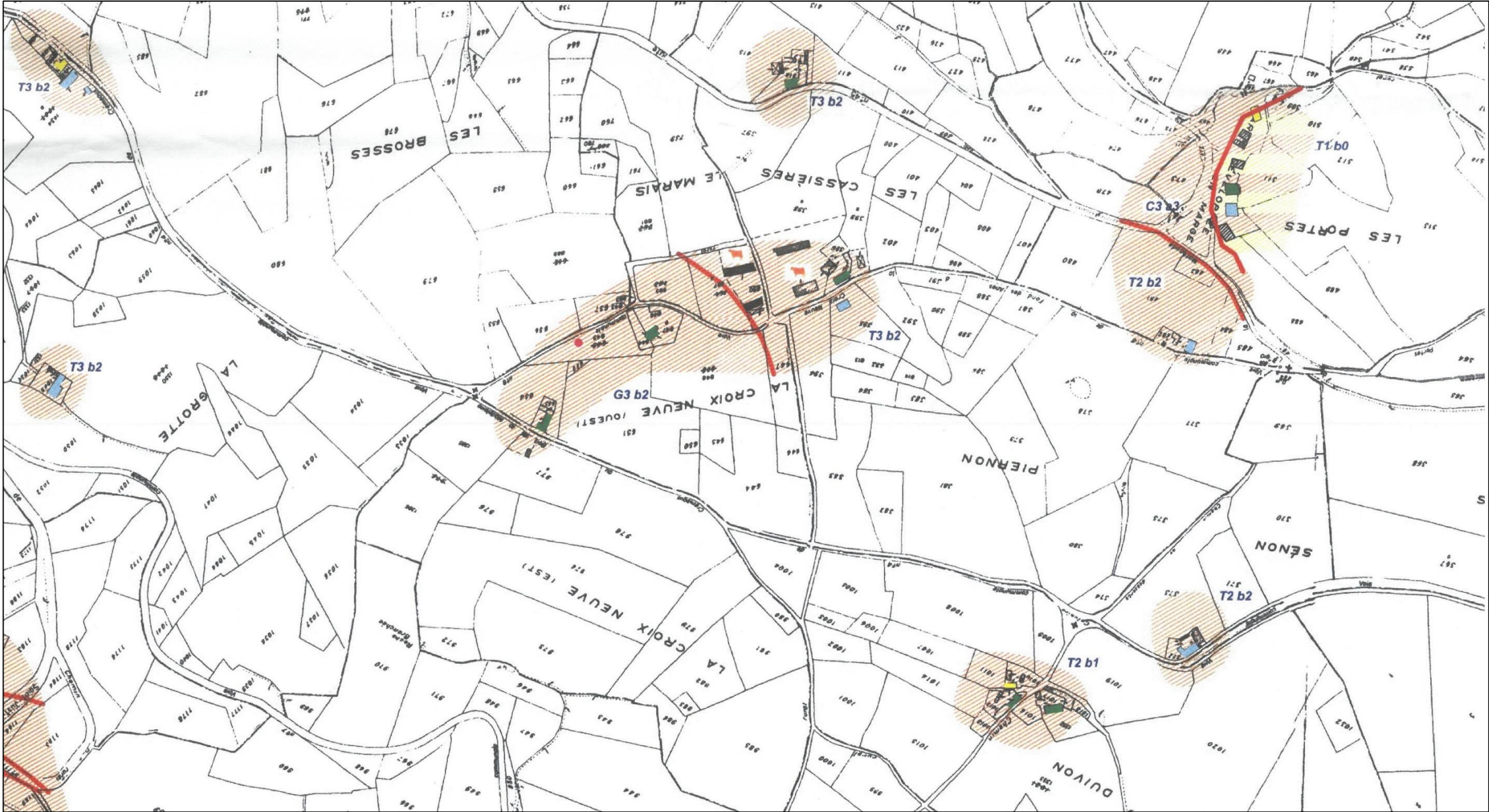


















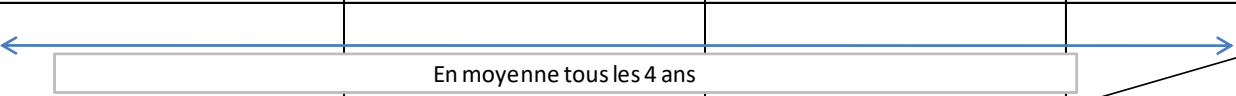








## 7.5 ANNEXE 5 : Tableau de synthèse des critères techniques des différentes filières

FILIERES	Fosse + épandage dans le sol en place	Fosse + épandage sur sol reconstitué	Fosse + filtre compact	Filtres plantés (avec ou sans fosse)	Micro-stations à culture libre ou fixée
Capacité de l'habitation	Toute capacité possible	Toute capacité possible	se référer aux avis d'agrément	se référer aux avis d'agrément	se référer aux avis d'agrément
Fonctionnement en intermittence	Oui	Oui	Oui	Oui	Non
Surface nécessaire	> 100 m2	environ 50 m2	< 15 m2	environ 25 m2	< 10 m2
Contrainte du sol en place pour le traitement	Dépendant de l'aptitude du sol	Traitement indépendant de l'aptitude du sol	Traitement indépendant de l'aptitude du sol	Traitement indépendant de l'aptitude du sol	Traitement indépendant de l'aptitude du sol
Intégration paysagère	Oui	Oui, sauf nécessité d'un tertre	Oui	Oui	Oui, sauf si armoire électrique apparente
Consommation électrique	Non, sauf si poste de relevage nécessaire	Non, sauf si poste de relevage nécessaire	Non, sauf si poste de relevage nécessaire	Non, sauf si poste de relevage nécessaire	Oui
Filière à haute technologie nécessitant une maintenance spécifique	Non	Non	Non	Non	Oui
Vidange du compartiment de stockage des boues (% du V3 utile de stockage)	50%	50%	50%	50% (si fosse)	30%
Entretien					Vidange 1 à 2 fois /an selon le volume : contraignant
Bruit	Non, sauf si poste de relevage nécessaire	Non, sauf si poste de relevage nécessaire	Non, sauf si poste de relevage nécessaire	Non, sauf si poste de relevage nécessaire	Oui
Système mettant à l'air libre des effluents	Non	Non	Non	Possible	Non
Coût de fonctionnement	faible	faible	faible	faible	élevé

## 7.6 ANNEXE 6 : Données MAGE sur la station d'épuration

### 7.6.1 Caractéristiques techniques

Le code SANDRE de la Station est 0442076S0001

Localisation	Type de filière Date de mise en service	Dimensionnement			Milieu récepteur
Parcelles 374,375, 486 Ch. de la Fosse	Filtre planté de roseaux Novembre 2010	Capacité EH	Charge kg de DBO <sub>5</sub> / jour	Débit nominal m <sup>3</sup> / jour	Ruisseau de La Patouse
		800	48	170	

Prétraitement	Traitement primaire	Traitement secondaire
-Dégrilleur automatique -Dessableur	Non	Filtre planté de roseaux : -1 <sup>er</sup> étage : 6 casiers fonctionnant en alternance sur la partie supérieure de l'emprise STEP -2 <sup>nd</sup> étage : 4 casiers fonctionnant en alternance, sur la partie inférieure du terrain

Les ouvrages supplémentaires sont :

- ◆ Déversoir d'Orage en entrée de station
- ◆ Un poste de relevage vers le 1<sup>er</sup> étage
- ◆ Canal de mesures en sortie
- ◆ Rejet dans fossé bétonné

### 7.6.2 Données issues du rapport MAGE juin 2023

Lors de ce bilan, les principales conclusions émises par la MAGE étaient les suivantes :

#### Qualité du rejet :

La charge polluante admise par les filtres est inférieure à la capacité de traitement nominale de la station, et le traitement reste conforme à ce qui est attendu de ce type de filière. Le rejet final est peu chargé en DBO<sub>5</sub>, DCO et MES. Par contre, la concentration en nitrates est élevée, il en est de même pour le phosphore.

#### Conseils pour l'entretien :

Sur le premier étage de filtres, attention au développement des liserons qui ont tendance à s'étendre sur un ou deux casiers. Cette plante peut envahir les filtres après avoir provoqué la chute des roseaux autour desquels elle s'enroule. La période la plus favorable pour essayer d'arracher ces liserons serait à priori le printemps (avril – début mai), juste avant la pousse des roseaux.

Sur le second étage, durant l'hiver, il conviendrait d'éliminer régulièrement les bouchons qui se forment aux extrémités de drains d'alimentation. En effet ces derniers ont tendance à être colmatés par des résidus de boues issues du 1<sup>er</sup> étage. Le lessivage de ces drains par de l'eau sous pression devrait aider à rétablir une bonne répartition des effluents sur les casiers.

#### **Volume théorique d'eaux claires parasites :**

Le volume d'eaux claires parasites ayant transité par la station est donc estimé à 51,8 m<sup>3</sup> avec un volume minimum d'eau claire de l'ordre de 2,16 m<sup>3</sup> arrivant dans le poste dans la nuit, entre 3H00 et 4H00, le 15 juin.

Ce volume représente 38 % du volume total traité par l'installation. Cette proportion reste relativement raisonnable dans ce contexte de temps sec. Par contre la proportion d'eaux pluviales est vite excessive lors des épisodes de précipitations.

#### **Taux de collecte théorique obtenu la jour du bilan 24h :**

Le bilan indique une charge organique de 17 kg de DBO<sub>5</sub>/j (35,4 % du nominal) soit les rejets d'environ 425 habitants présents au moins une partie de la journée (avec 40 g de DBO<sub>5</sub>/j/habitant). La pollution théorique attendue est celle d'environ 650 habitants avec au moins 301 abonnés (Cf RPQS 2021). On obtiendrait donc un taux de collecte de 65 % sans tenir compte des rejets d'activités (dont le CAT).

#### **Consommation électrique :**

Les pompes du poste de relevage sont sans doute responsables de la plus forte consommation d'électricité. Le dégrilleur (malgré sa fréquence de fonctionnement) présente une plus faible puissance (0,18 kW pour le dégrilleur contre 3,7 kW pour chaque pompe –CF doc constructeur).

Afin de limiter les dépenses énergétiques du poste de relevage et les frais de fonctionnement (entretien), il est utile de déconnecter du réseau de collecte le plus possible de surfaces imperméables, afin que les eaux de ruissellement en temps de pluie ne parviennent pas à la station. **En effet, les capacités épuratoires des Filtres plantés de roseaux sont meilleures si les surcharges hydrauliques sont évitées.**

## 7.7 ANNEXE 7 : RPQS Assainissement collectif (Rapport sur le Prix de la Qualité des Services) 2023

Crèmeaux

assainissement collectif

**Rapport annuel  
sur le Prix et la Qualité du Service  
public de l'assainissement collectif**

**Exercice 2023**

### Table des matières

1.	Caractérisation technique du service .....	4
1.1.	Présentation du territoire desservi.....	4
1.2.	Mode de gestion du service .....	4
1.3.	Estimation de la population desservie (D201.0) .....	5
1.4.	Nombre d'abonnés .....	6
1.5.	Volumes facturés .....	6
1.6.	Détail des imports et exports d'effluents .....	7
1.7.	Autorisations de déversements d'effluents industriels (D.202.0) .....	7
1.8.	Linéaire de réseaux de collecte (hors branchements) et/ou transfert.....	8
1.9.	Ouvrages d'épuration des eaux usées .....	9
1.10.	Quantités de boues issues des ouvrages d'épuration (D203.0).....	10
1.10.1.	Quantités de boues produites par les ouvrages d'épuration .....	10
1.10.2.	Quantités de boues évacuées des ouvrages d'épuration.....	10
2.	Tarification de l'assainissement et recettes du service .....	11
2.1.	Modalités de tarification .....	11
2.2.	Facture d'assainissement type (D204.0) .....	12
2.3.	Recettes .....	14
3.	Indicateurs de performance .....	15
3.1.	Taux de desserte par le réseau d'assainissement collectif (P201.1) .....	15
3.2.	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux .....	15
3.3.	Conformité de la collecte des effluents (P203.3).....	17
3.4.	Conformité des équipements des stations de traitement des eaux usées (P204.3) .....	17
3.5.	Conformité de la performance des ouvrages d'épuration (P205.3).....	18
3.6.	Taux de boues évacuées selon les filières conformes à la réglementation (P206.3).....	18
3.7.	Taux de débordement des effluents dans les locaux des usagers (P251.1) .....	19
3.8.	Points noirs du réseau de collecte (P252.2) .....	
3.9.	Taux moyen de renouvellement des réseaux de collecte (P253.2) .....	
3.10.	Conformité des performances des équipements d'épuration (P254.3).....	
3.11.	Indice de connaissance des rejets au milieu naturel (P255.3).....	
3.12.	Durée d'extinction de la dette de la collectivité (P256.2) .....	20
3.13.	Taux d'impayés sur les factures de l'année précédente (P257.0) .....	21
3.14.	Taux de réclamations (P258.1) .....	
4.	Financement des investissements .....	23
4.1.	Montants financiers.....	23
4.2.	Etat de la dette du service .....	23
4.3.	Amortissements .....	23
4.4.	Présentation des projets à l'étude en vue d'améliorer la qualité du service à l'usager et les performances environnementales du service et montants prévisionnels des travaux .....	23
4.5.	Présentation des programmes pluriannuels de travaux adoptés par l'assemblée délibérante au cours du dernier exercice .....	23
5.	Actions de solidarité et de coopération décentralisée dans le domaine de l'eau.....	24
5.1.	Abandons de créance ou versements à un fonds de solidarité (P207.0) .....	24
5.2.	Opérations de coopération décentralisée (cf. L 1115-1-1 du CGCT) .....	24
6.	Tableau récapitulatif des indicateurs .....	25

1. Caractérisation technique du service

1.1. Présentation du territoire desservi



Le service est géré au niveau ☒ communal  
☐ intercommunal

- Nom de la collectivité : Cremeaux
- Nom de l'entité de gestion : assainissement collectif
- Caractéristiques (commune, EPCI et type, etc.) : Commune
- Compétences liées au service :

	Oui	Non
Collecte	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Transport	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Dépollution	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Contrôle de raccordement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Elimination des boues produites	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Et à la demande des propriétaires :		
Les travaux de mise en conformité de la partie privative du branchement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Les travaux de suppression ou d'obturation des fosses	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

- Territoire desservi (communes adhérentes au service, secteurs et hameaux desservis, etc.) : Cremeaux
- Existence d'une CCSPL ☐ Oui ☒ Non
- Existence d'un zonage ☐ Oui, date d'approbation\* : ..... ☐ Non
- Existence d'un règlement de service ☐ Oui, date d'approbation\* : ..... ☐ Non

1.2. Mode de gestion du service



Le service est exploité en Régie par Régie à autonomie financière

1.3. Estimation de la population desservie (D201.0)



Est ici considérée comme un habitant desservi toute personne – y compris les résidents saisonniers – domiciliée dans une zone où il existe à proximité une antenne du réseau public d'assainissement collectif sur laquelle elle est ou peut être raccordée.  
Le service public d'assainissement collectif dessert 627 habitants au 31/12/2023 (639 au 31/12/2022).

1.4. Nombre d'abonnés



Les abonnés domestiques et assimilés sont ceux redevables à l'Agence de l'eau au titre de la pollution de l'eau d'origine domestique en application de l'article L213-10-3 du Code de l'environnement.  
Le service public d'assainissement collectif dessert 274 abonnés au 31/12/2023 (279 au 31/12/2022).

\* Approbation en assemblée délibérante



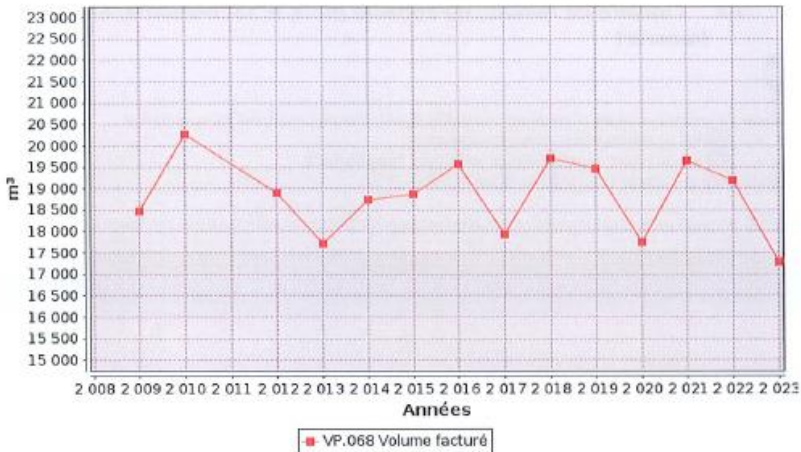
La répartition des abonnés par commune est la suivante

Table with 6 columns: Commune, Nombre total d'abonnés 31/12/2022, Nombre d'abonnés domestiques au 31/12/2023, Nombre d'abonnés non domestiques au 31/12/2023, Nombre total d'abonnés au 31/12/2023, Variation en %. Rows include Crèmeaux and Total.

Nombre d'abonnés potentiels déterminé à partir du document de zonage d'assainissement : 320.

La densité linéaire d'abonnés (nombre d'abonnés par km de réseau hors branchement est de 34,25 abonnés/km) au 31/12/2023. (34,88 abonnés/km au 31/12/2022).

Le nombre d'habitants par abonné (population desservie rapportée au nombre d'abonné) est de 2,29 habitants/abonné au 31/12/2023. (2,29 habitants/abonné au 31/12/2022).



1.5. Volumes facturés

Table with 4 columns: Category, Volumes facturés durant l'exercice 2022 en m³, Volumes facturés durant l'exercice 2023 en m³, Variation en %. Rows include Abonnés domestiques, Abonnés non domestiques, and Total des volumes facturés aux abonnés.

(1) Les abonnés domestiques et assimilés sont ceux redevables à l'Agence de l'eau au titre de la pollution de l'eau d'origine domestique en application de l'article L213-10-3 du Code de l'environnement.

1.6. Détail des imports et exports d'effluents



Table with 4 columns: Category, Volumes exportés/importés durant l'exercice 2022 en m³, Volumes exportés/importés durant l'exercice 2023 en m³, Variation en %. Rows include Volumes exportés vers..., Total des volumes exportés, Volumes importés depuis..., and Total des volumes importés.

1.7. Autorisations de déversements d'effluents industriels (D.202.0)



Le nombre d'arrêtés autorisant le déversement d'eaux usées non-domestiques signés par la collectivité responsable du service de collecte des eaux usées en application et conformément aux dispositions de l'article L1331-10 du Code de la santé publique est de 2 au 31/12/2023 (2 au 31/12/2022).

1.8. Linéaire de réseaux de collecte (hors branchements) et/ou transfert



Le réseau de collecte et/ou transfert du service public d'assainissement collectif est constitué de :

- 4,8 km de réseau unitaire hors branchements,
  - 3,2 km de réseau séparatif d'eaux usées hors branchements,
- soit un linéaire de collecte total de 8 km (8 km au 31/12/2022).

ouvrages permettent la maîtrise des déversements d'effluents au milieu naturel par temps de pluie.

Type d'équipement (cf. annexe)	Localisation	Volume éventuel de stockage

1.9. Ouvrages d'épuration des eaux usées



Le service gère 0 Stations de Traitement des Eaux Usées (STEU) qui assurent le traitement des eaux usées.

STEU N°1 :  
Code Sandre de la station :

Caractéristiques générales											
Filière de traitement (cf. annexe)				Filtres plantés							
Date de mise en service				01/11/2010							
Commune d'implantation				CREMEAUX (42076)							
Lieu-dit											
Capacité nominale STEU en EH <sup>(1)</sup>				800							
Nombre d'abonnés raccordés											
Nombre d'habitants raccordés											
Débit de référence journalier admissible en m³/j											
Prescriptions de rejet											
Soumise à				<input type="checkbox"/> Autorisation en date du ... <input type="checkbox"/> Déclaration en date du ...							
Milieu récepteur du rejet				Type de milieu récepteur							
				Nom du milieu récepteur							
Polluant autorisé		Concentration au point de rejet (mg/l)		et / ou				Rendement (%)			
DBO <sub>5</sub>				<input type="checkbox"/> et <input type="checkbox"/> ou							
DCO				<input type="checkbox"/> et <input type="checkbox"/> ou							
MES				<input type="checkbox"/> et <input type="checkbox"/> ou							
NGL				<input type="checkbox"/> et <input type="checkbox"/> ou							
NTK				<input type="checkbox"/> et <input type="checkbox"/> ou							
pH				<input type="checkbox"/> et <input type="checkbox"/> ou							
NH <sub>4</sub> <sup>+</sup>				<input type="checkbox"/> et <input type="checkbox"/> ou							
Pt				<input type="checkbox"/> et <input type="checkbox"/> ou							
Charges rejetées par l'ouvrage											
Date du bilan 24h	Conformité (Oui/Non)	Conformité du rejet en concentration et/ou en rendement selon arrêté									
		DBO <sub>5</sub>		DCO		MES		NGL		Pt	
		Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %

<sup>(1)</sup> EH ou Equivalent-Habitant : unité de mesure de la capacité d'une filière d'épuration, basée sur le rejet journalier moyen théorique d'un abonné domestique

<sup>(2)</sup> en tonnes de Matière Sèche (MS)

1.10. Quantités de boues issues des ouvrages d'épuration (D203.0)



1.10.1. Quantités de boues produites par les ouvrages d'épuration

Boues produites entre le 1 <sup>er</sup> janvier et le 31 décembre	Exercice 2022 en tMS	Exercice 2023 en tMS
STEU de		
STEU de		
Total des boues produites	*	0



1.10.2. Quantités de boues évacuées des ouvrages d'épuration

Boues évacuées entre le 1 <sup>er</sup> janvier et le 31 décembre	Exercice 2022 en tMS	Exercice 2023 en tMS
STEU de		
STEU de		
Total des boues évacuées	*	0

2. Tarification de l'assainissement et recettes du service



2.1. Modalités de tarification

La facture d'assainissement collectif comporte une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, etc.).

Les tarifs applicables aux 01/01/2023 et 01/01/2024 sont les suivants :

	Au 01/01/2023	Au 01/01/2024
Frais d'accès au service:		
Participation pour l'Assainissement Collectif (PAC) <sup>(1)</sup>	1400	1400
Participation aux frais de branchement		
<sup>(1)</sup> Cette participation, créée par l'article 30 de la loi de finances rectificative pour 2012 n° 2012-354 du 14 mars 2012, correspond à l'ancienne Participation pour le Raccordement au Réseau d'Assainissement (PRRA), initialement Participation pour Raccordement à l'Egout (PRE)		
Tarifs	Au 01/01/2023	Au 01/01/2024
Part de la collectivité		
Part fixe (€ HT/an)		
Abonnement <sup>(2)</sup>	0 €	0 €
Part proportionnelle (€ HT/m <sup>3</sup> )		
Prix au m <sup>3</sup>	1,15 €/m <sup>3</sup>	1,15 €/m <sup>3</sup>
Autre : .....	€	€
Taxes et redevances		
Taxes		
Taux de TVA <sup>(2)</sup>	0 %	%
Redevances		
Modernisation des réseaux de collecte (Agence de l'Eau)	0,16 €/m <sup>3</sup>	0,16 €/m <sup>3</sup>
VNF rejet :	€/m <sup>3</sup>	€/m <sup>3</sup>
Autre : .....	€/m <sup>3</sup>	€/m <sup>3</sup>

<sup>(1)</sup> Cet abonnement est celui pris en compte dans la facture 120 m<sup>3</sup>.

<sup>(2)</sup> L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les services en régie et obligatoire en cas de délégation de service public.

Commentaire concernant le montant HT de la part fixe annuelle revenant à la collectivité : PAS DE PART FIXE

Les délibérations fixant les différents tarifs et prestations aux abonnés pour l'exercice sont les suivantes :

- Délibération du / / effective à compter du / / fixant les tarifs du service d'assainissement collectif.
- Délibération du / / effective à compter du / / fixant les frais d'accès au service.
- Délibération du / / effective à compter du / / fixant la Participation pour le Raccordement au

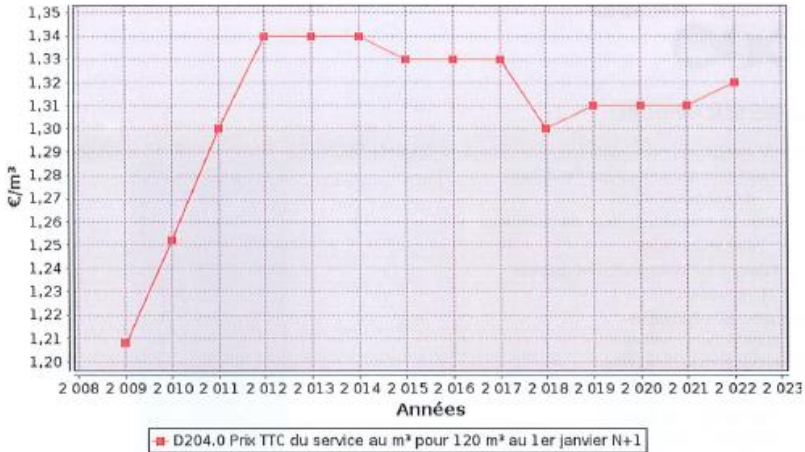


Réseau d'Assainissement.
Délégation du / / effective à compter du / / fixant la participation aux frais de branchement.

2.2. Facture d'assainissement type (D204.0)
Les tarifs applicables au 01/01/2023 et au 01/01/2024 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m³/an) sont :

Facture type	Au 01/01/2023 en €	Au 01/01/2024 en €	Variation en %
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	0	0	-100%
Part proportionnelle	138,00	138,00	0%
Montant HT de la facture de 120 m³ revenant à la collectivité	138,00	138,00	0%
Part du délégataire (en cas de délégation de service public)			
Part fixe annuelle	—	—	—%
Part proportionnelle	—	—	—%
Montant HT de la facture de 120 m³ revenant au délégataire	—	—	—%
Taxes et redevances			
Redevance de modernisation des réseaux de collecte (Agence de l'Eau)	19,20	19,20	0%
VNF Rejet :	—	—	—%
Autre :	—	—	—%
TVA	—	—	—%
Montant des taxes et redevances pour 120 m³	19,20	19,20	—%
Total	157,20	157,20	—%
Prix TTC au m³	1,31	1,31	—%

ATTENTION : si la production et/ou le transport sont effectués par un autre service et sont facturés directement à l'abonné, il convient de rajouter ces tarifs dans le tableau précédent.



Dans le cas d'un EPCI, le tarif pour chaque commune est :

Commune	Prix au 01/01/2023 en €/m³	Prix au 01/01/2024 en €/m³
Cremeaux		

La facturation est effectuée avec une fréquence :

- ☐ annuelle
- ☐ semestrielle
- ☐ trimestrielle
- ☐ quadrimestrielle

Pour chaque élément du prix ayant évolué depuis l'exercice précédent, les éléments explicatifs (financement de travaux, remboursement de dettes, augmentation du coût des fournitures, etc.) sont les suivants :




### 2.3. Recettes

#### Recettes de la collectivité :

Type de recette	Exercice 2022 en €	Exercice 2023 en €	Variation en %
Redevance eaux usées usage domestique			
dont abonnements			
Redevance eaux usées usage non domestique			
dont abonnements			
Recette pour boues et effluents importés			
Régularisations (+/-)			
Total recettes de facturation			
Recettes de raccordement			
Prime de l'Agence de l'Eau			
Contribution au titre des eaux pluviales			
Recettes liées aux travaux			
Contribution exceptionnelle du budget général			
Autres recettes (préciser)			
Total autres recettes			
<b>Total des recettes</b>			

**Recettes globales :** Total des recettes de vente d'eau au 31/12/2023 : 20 132 € (21 660 au 31/12/2022).

### 3. Indicateurs de performance

#### 3.1. Taux de desserte par le réseau d'assainissement collectif (P201.1)



Cet indicateur est le ratio entre le nombre d'abonnés desservis par le réseau d'assainissement collectif et le nombre d'abonnés potentiels déterminé à partir du document de zonage d'assainissement.

$$\text{taux de desserte par les réseaux d'eaux usées} = \frac{\text{nombre d'abonnés desservis}}{\text{nombre d'abonnés potentiels}} \times 100$$

Pour l'exercice 2023, le taux de desserte par les réseaux d'eaux usées est de 85,62% des 320 abonnés potentiels (87,19% pour 2022).

#### 3.2. Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (P202.2B)



L'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées a évolué en 2013 (indice modifié par l'arrêté du 2 décembre 2013). De nouvelles modalités de calcul ayant été définies, les valeurs d'indice affichées à partir de l'exercice 2013 ne doivent pas être comparées à celles des exercices précédents.

L'obtention de 40 points pour les parties A et B ci-dessous est nécessaire pour considérer que le service dispose du descriptif détaillé des ouvrages de collecte et de transport des eaux usées mentionné à l'article D 2224-5-1 du code général des collectivités territoriales.

**La valeur de cet indice varie entre 0 et 120 (ou 0 et 100 pour les services n'ayant pas la mission de distribution).**

La valeur de l'indice est obtenue en faisant la somme des points indiqués dans les parties A, B et C décrites ci-dessous et avec les conditions suivantes :

- Les 30 points d'inventaire des réseaux (partie B) ne sont comptabilisés que si les 15 points des plans de réseaux (partie A) sont acquis.
- Les 75 points des autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C) ne sont comptabilisés que si au moins 40 des 45 points de l'ensemble plans des réseaux et inventaire des réseaux (parties A + B) sont acquis.

(15 points)			
VP.250 - Existence d'un plan de réseaux mentionnant la localisation des ouvrages annexes (relèvement, refoulement, déversoirs d'orage, ...) et les points d'auto-surveillance du réseau	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.251 - Existence et mise en œuvre d'une procédure de mise à jour, au moins chaque année, du plan des réseaux pour les extensions, réhabilitations et renouvellements de réseaux (en l'absence de travaux, la mise à jour est considérée comme effectuée)	oui : 5 points non : 0 point	Non	0
PARTIE B : INVENTAIRE DES RESEAUX (30 points qui ne sont décomptés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)			
VP.252 - Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan, du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques	0 à 15 points sous conditions <sup>(1)</sup>	Non	0
VP.254 - Procédure de mise à jour des plans intégrant la mise à jour de l'inventaire des réseaux		Non	
VP.253 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres		20%	
VP.255 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne la date ou la période de pose	0 à 15 points sous conditions <sup>(2)</sup>	20%	0
PARTIE C : AUTRES ELEMENTS DE CONNAISSANCE ET DE GESTION DES RESEAUX (75 points qui ne sont décomptés que si 40 points au moins ont été obtenus en partie A et B)			
VP.256 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel le plan des réseaux mentionne l'altimétrie	0 à 15 points sous conditions <sup>(3)</sup>	0%	0
VP.257 - Localisation et description des ouvrages annexes (relèvement, refoulement, déversoirs d'orage, ...)	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.258 - Inventaire mis à jour, au moins chaque année, des équipements électromécaniques existants sur les ouvrages de collecte et de transport des eaux usées (en l'absence de modifications, la mise à jour est considérée comme effectuée)	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.259 - Nombre de branchements de chaque tronçon dans le plan ou l'inventaire des réseaux <sup>(4)</sup>	oui : 10 points non : 0 point	Non	0
VP.260 - Localisation des interventions et travaux réalisés (curage curatif, désobstruction, réhabilitation, renouvellement, ...) pour chaque tronçon de réseau	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.261 - Existence et mise en œuvre d'un programme pluriannuel d'inspection et d'auscultation du réseau assorti d'un document de suivi contenant les dates des inspections et les réparations ou travaux qui en résultent	oui : 10 points non : 0 point	Non	0
VP.262 - Existence et mise en œuvre d'un plan pluriannuel de renouvellement (programme détaillé assorti d'un estimatif portant sur au moins 3 ans)	oui : 10 points non : 0 point	Non	0
<b>TOTAL (indicateur P202.2B)</b>	<b>120</b>	<b>-</b>	<b>10</b>

(1) l'existence de l'inventaire et d'une procédure de mise à jour ainsi qu'une connaissance minimum de 50 % des matériaux et diamètres sont requis pour obtenir les 10 premiers points. Si la connaissance des matériaux et diamètres atteint 60, 70, 80, 90 ou 95%, les points supplémentaires sont respectivement de 1, 2, 3, 4 et 5

(2) l'existence de l'inventaire ainsi qu'une connaissance minimum de 50 % des périodes de pose sont requis pour obtenir les 10 premiers points. Si la connaissance des périodes de pose atteint 60, 70, 80, 90 ou 95%, les points supplémentaires sont respectivement de 1, 2, 3, 4 et 5

(3) Si la connaissance de l'altimétrie atteint 50, 60, 70, 80, 90 ou 95%, les points obtenus sont respectivement de 10, 11, 12, 13, 14 et 15

(4) non pertinent si le service n'a pas la mission de collecte

L'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux du service est 10 pour l'exercice 2023 (10 pour 2022).

### 3.3. Conformité de la collecte des effluents (P203.3)



(réseau collectant une charge > 2000 EH)

Cet indicateur – de valeur 0 (non-conforme) ou 100 (conforme) pour chaque système de collecte (ensemble de réseaux aboutissant à une même station) – s'obtient auprès des services de la Police de l'Eau.

Un indice de conformité global pour le service est ensuite obtenu en pondérant par l'importance de la charge brute de pollution organique transitant par chaque système.

	Charge brute de pollution transitant par le système de collecte en kg DBO5/j pour l'exercice 2023	Conformité exercice 2022 0 ou 100	Conformité exercice 2023 0 ou 100
STEU de			
STEU de			

Pour l'exercice 2023, l'indice global de conformité de la collecte des effluents est  ( en 2022).

### 3.4. Conformité des équipements des stations de traitement des eaux usées (P204.3)



(uniquement pour les STEU d'une capacité > 2000 EH)

Cet indicateur – de valeur 0 (non-conforme) ou 100 (conforme) pour chaque station de traitement des eaux usées d'une capacité > 2000 EH – s'obtient auprès des services de la Police de l'Eau.

Un indice de conformité global pour le service est ensuite obtenu en pondérant par les charges brutes de pollution organique pour le périmètre du système de traitement de chaque station de traitement des eaux usées.

	Charge brute de pollution organique reçue par la station de traitement des eaux usées en kg DBO5/j exercice 2023	Conformité exercice 2022 0 ou 100	Conformité exercice 2023 0 ou 100
STEU de			
STEU de			

Pour l'exercice 2023, l'indice global de conformité des équipements des STEU est  ( en 2022).

### 3.5. Conformité de la performance des ouvrages d'épuration (P205.3)



(uniquement pour les STEU d'une capacité > 2000 EH)

Cet indicateur – de valeur 0 (non-conforme) ou 100 (conforme) pour chaque station de traitement des eaux usées d'une capacité > 2000 EH – s'obtient auprès de la Police de l'Eau.

Un indice de conformité global pour le service est ensuite obtenu en pondérant par les charges brutes de pollution organique pour le périmètre du système de traitement de chaque station de traitement des eaux usées.

	Charge brute de pollution organique reçue par la station de traitement des eaux usées en kg DBOS/j exercice 2023	Conformité exercice 2022 0 ou 100	Conformité exercice 2023 0 ou 100
STEU de			
STEU de			

Pour l'exercice 2023, l'indice global de conformité de la performance des ouvrages d'épuration est  ( en 2022).

### 3.6. Taux de boues évacuées selon les filières conformes à la réglementation (P206.3)



Une filière d'évacuation des boues d'épuration est dite conforme si elle remplit les deux conditions suivantes :

- le transport des boues est effectué conformément à la réglementation en vigueur,
- la filière de traitement est autorisée ou déclarée selon son type et sa taille.

STEU de :

Filières mises en oeuvre		tMS
Valorisation agricole	<input type="checkbox"/> Conforme	
	<input type="checkbox"/> Non conforme	
Compostage	<input type="checkbox"/> Conforme	
	<input type="checkbox"/> Non conforme	
Incinération	<input type="checkbox"/> Conforme	
	<input type="checkbox"/> Non conforme	
Evacuation vers une STEU <sup>(1)</sup>	<input type="checkbox"/> Conforme	
	<input type="checkbox"/> Non conforme	
Autre : ...	<input type="checkbox"/> Conforme	
	<input type="checkbox"/> Non conforme	
Tonnage total de matières sèches évacuées conformes		

<sup>(1)</sup> L'évacuation vers une STEU d'un autre service peut être considérée comme une filière conforme si le service qui réceptionne les boues a donné son accord (convention de réception des effluents) et si sa STEU dispose elle-même d'une filière conforme.

$$\text{taux de boues évacuées selon les filières conformes à la réglementation} = \frac{\text{TMS admis par une filière conforme}}{\text{TMS total évacué par toutes les filières}} * 100$$

Pour l'exercice 2023, le taux de boues évacuées selon les filières conformes à la réglementation est  % ( en 2022).

### 3.7. Taux de débordement des effluents dans les locaux des usagers (P251.1)



L'indicateur mesure un nombre d'événements ayant un impact direct sur les habitants, de par l'impossibilité de continuer à rejeter les effluents au réseau public et les atteintes portées à l'environnement (nuisance, pollution). Il a pour objet de quantifier les dysfonctionnements du service dont les habitants ne sont pas responsables à titre individuel.

L'exercice 2023,  demandes d'indemnisation ont été déposées en vue d'un dédommagement.

$$\text{taux de débordement des effluents pour 1000 hab} = \frac{\text{nombre de demandes d'indemnisation déposées en vue d'un dédommagement}}{\text{nombre d'habitants desservis}} * 1000$$

Pour l'exercice 2023, le taux de débordement des effluents est de  pour 1000 habitants (0 en 2022).

### 3.8. Points noirs du réseau de collecte (P252.2)



Cet indicateur donne un éclairage sur l'état et le bon fonctionnement du réseau de collecte des eaux usées à travers le nombre de points sensibles nécessitant des interventions d'entretien spécifiques ou anormalement fréquentes.

Est un point noir tout point du réseau nécessitant au moins deux interventions par an (préventive ou curative), quelle que soit la nature du problème (contre-pente, racines, déversement anormal par temps sec, odeurs, mauvais écoulement, etc.) et celle de l'intervention (curage, lavage, mise en sécurité, etc.).

Sont à prendre en compte les interventions sur les parties publiques des branchements et – si l'intervention est nécessitée par un défaut situé sur le réseau public – dans les parties privatives des usagers.

Nombre de points noirs pour l'exercice 2023 :

$$\text{nombre de points noirs ramené à 100 km de réseau} = \frac{\text{nombre de points noirs}}{\text{linéaire du réseau de collecte hors branchements}} * 100$$

Pour l'exercice 2023, le nombre de points noirs est de  par 100 km de réseau (0 en 2022).



### 3.9. Indice de connaissance des rejets au milieu naturel (P255.3)



La valeur de cet indice est comprise entre 0 et 120, avec le barème suivant :

		Exercice 2022	Exercice 2023
L'obtention des 80 premiers points se fait par étape, la deuxième ne pouvant être acquise si la première ne l'est			
20	identification sur plan et visite de terrain pour localiser les points de rejet potentiels aux milieux récepteurs	Oui	Oui
+ 10	évaluation sur carte et sur une base forfaitaire de la pollution collectée en amont de chaque point potentiel	Non	Non
+ 20	enquêtes de terrain pour situer les déversements, témoins de rejet pour en identifier le moment et l'importance	Non	Non
+ 30	mesures de débit et de pollution sur les rejets (cf. arrêté du 22/12/1994 relatif à la surveillance des ouvrages)	Non	Non
Les 40 points ci-dessous peuvent être obtenus si le service a déjà collecté les 80 points ci-dessus			
+ 10	rapport sur la surveillance des réseaux et STEU des agglomérations d'assainissement et ce qui en est résulté	Non	Non
+ 10	connaissance de la qualité des milieux récepteurs et évaluation de l'impact des rejets	Oui	Oui
Pour les secteurs équipés en réseaux séparatifs ou partiellement séparatifs			
+ 10	évaluation de la pollution déversée par les réseaux pluviaux au milieu récepteur, les émissaires concernés devant drainer au moins 70% du territoire desservi en amont, les paramètres observés étant à minima la pollution organique (DCO) et l'azote organique total	Non	Non
Pour les secteurs équipés en réseaux unitaires ou mixtes			
+ 10	Mise en place d'un suivi de la pluviométrie caractéristique du service d'assainissement et des rejets des principaux déversoirs d'orage	Non	Non

L'indice de connaissance des rejets au milieu naturel du service est **20** (20 en 2022).

### 3.10. Durée d'extinction de la dette de la collectivité (P256.2)



La durée d'extinction de la dette se définit comme la durée théorique nécessaire pour rembourser la dette du service si la collectivité affecte à ce remboursement la totalité de l'autofinancement dégagé par le service ou épargne brute annuelle (recettes réelles – dépenses réelles, calculée selon les modalités prescrites par l'instruction comptable M49).

$$\text{durée d'extinction de la dette pour l'année de l'exercice} = \frac{\text{encours de la dette au 31 décembre de l'exercice}}{\text{épargne brute annuelle}}$$

	Exercice 2022	Exercice 2023
Encours de la dette en €	49 782	44 482
Epargne brute annuelle en €	11 311	9 002
Durée d'extinction de la dette en années	4,4	4,9



### 3.11. Taux d'impayés sur les factures de l'année précédente (P257.0)



Ne sont ici considérées que les seules factures portant sur l'assainissement collectif proprement dit. Sont donc exclues les factures de réalisation de branchements et de travaux divers, ainsi que les éventuels avoirs distribués (par exemple suite à une erreur de facturation ou à une fuite).

Toute facture impayée au 31/12/2023 est comptabilisée, quelque soit le motif du non-paiement.

$$\text{taux d'impayés sur les factures de l'année précédente} = \frac{\text{montant d'impayés au titre de l'année précédente tel que connu au 31 décembre de l'année en cours}}{\text{chiffre d'affaires TTC (hors travaux) au titre de l'année précédente}} \times 100$$

	Exercice \$N\$Minus1 year	Exercice 2023
Montant d'impayés en € au titre de l'année 2022 tel que connu au 31/12/2023	174,6	148,73
Chiffre d'affaires TTC facturé (hors travaux) en € au titre de l'année 2022	25 125	23 346
Taux d'impayés en % sur les factures d'assainissement 2022	0,69	0,64

### 3.12. Taux de réclamations (P258.1)



Cet indicateur reprend les réclamations écrites de toute nature relatives au service de l'assainissement collectif, à l'exception de celles qui sont relatives au niveau de prix (cela comprend notamment les réclamations réglementaires, y compris celles qui sont liées au règlement de service).

Existence d'un dispositif de mémorisation des réclamations reçues

☐ Oui ☐ Non

Nombre de réclamations écrites reçues par l'opérateur : \_\_\_\_\_

Nombre de réclamations écrites reçues par la collectivité : 0

$$\text{taux de réclamations} = \frac{\text{nombre de réclamations (hors prix) laissant une trace écrite}}{\text{nombre total d'abonnés du service}} \times 1000$$

Pour l'exercice 2023, le taux de réclamations est de 0 pour 1000 abonnés (0 en 2022).

## 4. Financement des investissements

### 4.1. Montants financiers



	Exercice 2022	Exercice 2023
Montants financiers HT des travaux engagés pendant le dernier exercice budgétaire	0	0
Montants des subventions en €		
Montants des contributions du budget général en €		

### 4.2. Etat de la dette du service



L'état de la dette au 31 décembre [N] fait apparaître les valeurs suivantes :

	Exercice 2022	Exercice 2023
Encours de la dette au 31 décembre N (montant restant dû en €)	49 782	44 482
Montant remboursé durant l'exercice en €	en capital	5118
	en intérêts	1854
		1673

### 4.3. Amortissements



Pour l'exercice 2023, la dotation aux amortissements a été de 26057 € (26057 € en 2022).

### 4.4. Présentation des projets à l'étude en vue d'améliorer la qualité du service à l'usager et les performances environnementales du service et montants prévisionnels des travaux



Projets à l'étude	Montants prévisionnels en €	Montants prévisionnels de l'année précédente en €

### 4.5. Présentation des programmes pluriannuels de travaux adoptés par l'assemblée délibérante au cours du dernier exercice



Programmes pluriannuels de travaux adoptés	Année prévisionnelle de réalisation	Montants prévisionnels en €

5. Actions de solidarité et de coopération  
décentralisée dans le domaine de l'eau

5.1. Abandons de créance ou versements à un fonds de solidarité  
(P207.0)



Cet indicateur a pour objectif de mesurer l'implication sociale du service.

Entrent en ligne de compte :

- les versements effectués par la collectivité au profit d'un fonds créé en application de l'article L261-4 du Code de l'action sociale et des familles (Fonds de Solidarité Logement, par exemple) pour aider les personnes en difficulté,
- les abandons de créance à caractère social, votés au cours de l'année par l'assemblée délibérante de la collectivité (notamment ceux qui sont liés au FSL).

L'année 2023, le service a reçu des demandes d'abandon de créance et en a accordé pour la somme de 848 € ont été abandonnés et/ou versés à un fonds de solidarité, soit 0,0491 €/m³ pour l'année 2023 (0 €/m³ en 2022).

5.2. Opérations de coopération décentralisée (cf. L 1115-1-1 du  
CGCT)



Peuvent être ici listées les opérations mises en place dans le cadre de l'article L1115-1-1 du Code général des collectivités territoriales, lequel ouvre la possibilité aux collectivités locales de conclure des conventions avec des autorités locales étrangères pour mener des actions de coopération ou d'aide au développement.

Bénéficiaire	Montant en €

6. Tableau récapitulatif des indicateurs

		Valeur 2022	Valeur 2023
	Indicateurs descriptifs des services		
D201.0	Estimation du nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des eaux usées, unitaire ou séparatif	639	627
D202.0	Nombre d'autorisations de déversement d'effluents d'établissements industriels au réseau de collecte des eaux usées	2	2
D203.0	Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration [tMS]	0	0
D204.0	Prix TTC du service au m³ pour 120 m³ [€/m³]	1,32	
	Indicateurs de performance		
P201.1	Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées	87,19%	85,62%
P202.2B	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées [points]	10	10
P203.3	Conformité de la collecte des effluents aux prescriptions définies en application du décret 94-469 du 3 juin 1994 modifié par le décret du 2 mai 2006	___%	___%
P204.3	Conformité des équipements d'épuration aux prescriptions définies en application du décret 94-469 du 3 juin 1994 modifié par le décret du 2 mai 2006	___%	___%
P205.3	Conformité de la performance des ouvrages d'épuration aux prescriptions définies en application du décret 94-469 du 3 juin 1994 modifié par le décret du 2 mai 2006	___%	___%
P206.3	Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes à la réglementation	___%	___%
P207.0	Montant des abandons de créance ou des versements à un fonds de solidarité [€/m³]	0	0,0491